

## Reagan prépare une invasion en Amérique centrale



AP

# Défense du Nicaragua!

3 juillet -- Ronald Reagan, mis en difficulté par un détournement d'avion au Proche-Orient et ne voulant pas paraître "faible" comme Jimmy Carter avec la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran, a annoncé qu'il allait riposter... en Amérique centrale. Il déclara, menaçant: "Nos limites ont été atteintes." Quand on lui demanda d'expliquer ce que cela voulait dire, Larry Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche, déclara: "Cela signifie que maintenant nous marquons notre détermination, que nous établissons un plan d'action spécifique, d'abord en Amérique centrale", et ce, en intensifiant l'aide militaire au Salvador. Reagan a été encore plus explicite en précisant qu'il attendait du Congrès américain un soutien aux mesures qu'il entendait prendre "pour mettre un terme au soutien extérieur que les terroristes salvadoriens reçoivent du Nicaragua et du bloc communiste" (*New York Times*, 21 juin).

Reagan avait de bonnes raisons d'être optimiste sur le soutien du Congrès; ce dernier, le 12 juin, levait l'interdiction de toute action militaire US pour renverser le gouvernement sandiniste, interdiction en vigueur depuis quatre ans. L'enjeu dépassait largement les malheureux 28 millions de dollars pour les mercenaires contre-révolutionnaires (*contras*) de la CIA. Comme l'expliquait le 14 juin le *Philadelphia Inquirer*, "le Congrès achète un billet pour la guerre au Nicaragua". Et, comme pour enfoncer le clou, la Chambre des représentants votait le 27 juin une résolution autorisant une intervention militaire directe en cas de "menaces claires et précises contre les Etats-Unis ou l'un de ses alliés" ou pour "protéger ou évacuer des ressortissants américains"

(comme les étudiants prétendent "sauvés" par les troupes US qui ont envahi l'île de la Grenade) ou "les membres de l'ambassade des Etats-Unis à Managua" (*le Monde*, 29 juin). Comme si ces hypocrites "restrictions" étaient encore trop pour le va-t-en-guerre de la Maison Blanche, un amendement voté à une écrasante majorité (377 voix contre 45) précise qu'une éventuelle livraison d'avions de combat soviétiques au Nicaragua serait un prétexte suffisant pour déclencher la *blitzkrieg* dont rêve Reagan. Après l'aide "humanitaire" aux bandes de tueurs *contras*, Reagan a fait passer une véritable "résolution du golfe du Tonkin" modèle 1985. (En 1964, le Congrès américain, après une provocation organisée par la CIA dans le golfe du Tonkin, avait voté une résolution de ce type qui avait servi de prétexte aux bombardements aériens US massifs sur le Nord-Vietnam.) *Les Républicains ensemble avec les Démocrates ont déjà donné le feu vert à une invasion de l'Amérique centrale par les Etats-Unis.* Ce n'est plus qu'une question de temps, et de pas beaucoup de temps. Speakes a pris soin d'insister que "les plans vont être établis prochainement, dans les jours et les semaines à venir [...]".

La volte-face de la Chambre des représentants a pris les sandinistes par surprise. Ils s'étaient imaginés que le conciliationnisme de classe payait quand en avril dernier la Chambre, contrôlée par les Démocrates, avait voté contre l'aide aux *contras*. Mais leur politique nationaliste les a rendus aveugles et ils n'ont pas vu le consensus antisoviétique qui unit les deux partis capitalistes américains, comme il unit aux USA ses concurrents impérialistes européens

(et au premier chef Mitterrand) sur lesquels les sandinistes ont misé aussi et qui ne visent avec leur appel à une "solution politique" en Amérique centrale qu'une contre-révolution "démocratique". Les Démocrates américains, qui ont peur de se faire accuser d'être "mous sur le communisme", sont rentrés dans le rang quand Daniel Ortega s'est rendu à Moscou pour demander de l'aide. L'administration Reagan a adroitement exploité cette situation en adoptant le programme de sanctions commerciales qui était celui des Démocrates. Maintenant, des "colombes" démocrates comme Stephen Solarz, représentant de Brooklyn, réclament des sanctions contre l'Afrique du Sud et le Nicaragua. A Managua, un responsable sandiniste déclarait: "Le choc a été très grand pour nous. Nous avons interprété de façon totalement erronée la réaction au voyage à Moscou" (*Philadelphia Inquirer*, 14 juin).

Donc, aujourd'hui, les sandinistes expliquent que "maintenant nous ne devons plus nous occuper du Congrès et nous adresser directement au public [américain]". Ceux qui

les soutiennent sont coincés. Depuis cinq ans ceux qui se réclament de la "solidarité" avec l'Amérique latine passent leur temps à faire pression sur les libéraux du Congrès. L'année dernière, ils ont remballé leurs actions de protestation et se sont jetés à corps perdus dans la campagne présidentielle pour soutenir les candidats démocrates Jesse Jackson puis Mondale, lequel prônait alors une "mise en quarantaine" du Nicaragua. Au cours d'une conférence du CISPES (Comité de solidarité avec le peuple du Salvador) qui s'est tenue récemment à Washington, la direction de ce mouvement a continué à proposer "des alliances tactiques avec les forces dont les intérêts à long terme ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux des Centraméricains". Le CISPES a mobilisé ses gros bras et a même fait appel aux flics capitalistes pour tenir les "rouges", comme nos camarades américains de la Spartacist League, à l'écart de "ses" manifestations, au nom des "alliances tactiques" avec les Démocrates. On se demande pourquoi ils ne traitent pas Daniel

Suite page 2

**Le délire antisoviétique  
de la «piste bulgare» ... p.3**

**De retour du Nicaragua p.6**

# Lettre

Vitry-sur-Seine, le 6 juillet 1985

Chers camarades,

J'ai hautement apprécié l'article "Le plan de Reagan pour la première frappe contre l'URSS" [*le Bolchévik* n°52, février]. Car là où Lutte ouvrière, dans le genre "plus stupide que moi tu meurs", prétend que la "guerre des étoiles" (IDS) c'est pour que les gros capitalistes, avec leurs gros cigares, fassent de gros profits, le *Bolchévik* dit la vérité. L'IDS c'est la mise en place de la première frappe contre l'URSS.

En France, la frénésie antisoviétique a pris cette année l'aspect de l'apparente mascarade de "Face à la guerre", l'émission présentée par Montand le 19 avril dernier. Montand n'innove pas. Il a seulement chaussé les bottes du renégat Doriot, qui, lui aussi, ancien adulateur de Staline, s'était vendu à la bourgeoisie. Doriot devint fasciste. Montand, le badge Solidarnosc au revers du veston, érucite en se faisant le chantre du nouveau *Lebensraum* [espace vital] européen: "En avant vers l'Elbe!"

La bouffonnerie grotesque que Montand nous a servie en guise de reportage fiction montrait des hordes rouges déchainées assassinant dans le métro parisien de "jeunes patriotes" qui collaient des affichettes appelant à la résistance, patins à roulettes aux pieds et walkman sur les oreilles -- en écoutant Michael Jackson (!).

Mais derrière la farce apparente, Montand s'adresse à la jeunesse sur le thème: Jusqu'à présent vous portiez des badges Solidarnosc en protestation contre le "totalitarisme soviétique". C'était facile. Maintenant il va falloir verser votre sang.

Rétrospectivement, l'appel de Montand à envahir l'Est a été la vedette américaine de la mobilisation antisoviétique dont l'apothéose a été le salut de Reagan et Kohl aux 49 Waffen SS du cimetière de Bitburg. Mais Montand, Reagan et Kohl feraient bien de se souvenir que la dernière tentative, oeuvre du cinglé autrichien à la bizarre petite moustache, s'est soldée par le drapeau rouge sur le Reichstag, après le sacrifice héroïque de vingt millions d'ouvriers et de paysans soviétiques pour la patrie d'Octobre.

Montand a pourfendu le travers "ligne Maginot" du concept gaulliste de la dissuasion nucléaire française, qui repose sur l'utilisation de la bombe en représailles d'une menace contre le "sanctuaire national". Alléguant qu'avec la mise au point des programmes "défensifs" de "guerre des étoiles", la précision millimétrique des missiles et le possible retrait américain d'Europe (!), l'équilibre de la terreur serait rompu au profit des Soviétiques qui saisiraient l'occasion offerte pour déferler sur "l'Europe libre". L'optique nucléaire française devenant caduque, il préconise que la bourgeoisie -- prétextant l'agression

russe imminente (!) -- développe un axe militaire franco-allemand, étende le parapluie nucléaire français jusqu'à l'Elbe et se rue sur "l'empire du mal".

Comme par hasard, le PS vient de déclarer que "*la France a un intérêt essentiel [...] à ce que sa dissuasion globale et sa défense s'exercent avec efficacité au profit de l'Europe occidentale. Et d'abord au profit du territoire le plus vulnérable de l'Europe, mais également limitrophe de la France, à savoir le territoire de la RFA*" (*le Monde*, 4 juillet). L'émission de Montand n'était pas innocente. Son enjeu, c'était de préparer l'opinion publique au changement de stratégie militaire de Mitterrand qu'annonce la position du PS. Pour Mitterrand et la bourgeoisie française, il s'agit de ne pas laisser à Reagan l'exclusivité de la première frappe contre l'URSS. Leur message est: "Nous voulons une part du gâteau."

Montand a raison d'argumenter contre la ligne actuelle de l'état-major, que la prochaine guerre ne sera pas restreinte à un affrontement USA/URSS par missiles interposés, pas plus que la lutte sera circonscrite à Sedan, mais que le champ de bataille sera l'Elbe. Quand il répète à l'envi que quarante ans de paix ne peuvent pas durer et que le général Coppel, son conseiller militaire et ancien membre de l'état-major, déclare que l'agression soviétique aura lieu

en Allemagne, ils veulent dire que l'OTAN doit attaquer les rouges dans les plaines de Silésie.

De récents sondages montrent que la jeunesse actuelle est *clean*, bien pensante et patriote. Mais dès les premiers cadavres, dès les premières "buttes rouges", ces jeunes hommes de vingt ans demanderont des comptes en mémoire de leurs camarades conduits au massacre pour satisfaire la haine antisoviétique de leur bourgeoisie. Le sang versé par cette jeunesse dans cette guerre réactionnaire contre la patrie d'Octobre ira grossir le torrent de la révolution sociale. Et là, M. Montand, vous aurez intérêt à fuir très vite pour échapper à la vengeance de ces gamins que vous voulez envoyer à la mort.

Mais il n'y avait pas que l'antisoviétisme. D'après Montand, l'Europe est prise en tenaille. Car au sud (comprenez le Maghreb et l'Afrique), il y a, menaçante, l'épée de Damoclès des multitudes du tiers monde; des Noirs, des Arabes, qui, "boat people" de conflits locaux, peuvent à tout moment déferler sur l'Europe et faire de notre continent, oh! horreur, une colonie du tiers monde. On nage en plein délire. Pourtant, ces divagations racistes intersectent la réalité de ce pays. Regardant l'émission, un camarade de la LTF remarquait avec amertume: "Demain le Front national va enregistrer un afflux

Suite page 12

## Défense du Nicaragua...

Suite de la page 1

Ortega de "gauchiste" pour s'être rendu à Moscou.

**LUTTER CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE AVEC LA GUERRE DE CLASSE!**

D'après un article en deux parties publié les 4 et 5 juin dans le *New York Times*, les préparatifs du Pentagone pour une invasion de l'Amérique centrale sont "en grande partie terminés". Terrasser les sandinistes, ce sera "un jeu d'enfants"; il faudra "deux semaines", tout compris, pour mettre en place un gouvernement *contra* avec sa propre armée -- voilà quelques-unes des appréciations de la situation avec lesquelles les chefs militaires US s'illusionnent eux-mêmes. Deux officiers à la retraite du Center for Defense Information [Centre d'information sur la défense], le contre-amiral Gene La Rocque et le lieutenant-colonel John Buchanan, dans un article publié dans le *Village Voice* du 25 juin et intitulé "Recette pour un désastre", se déclarent d'un avis fort différent. Etudiant une hypothétique "Opération pères fondateurs", ils calculent qu'une invasion américaine du Nicaragua se solderait par la perte de 9000 soldats américains au cours des deux premières semaines, et 5000 autres pendant les trois mois qui suivraient.

Les pertes estimées des sandinistes seraient beaucoup plus élevées -- 44000 et 24000 pendant les mêmes périodes. Et la guérilla se poursuivrait pendant des années. Avec une armée de 40000 hommes, plus 70000 avec les milices et les réservistes déjà mobilisés, et avec des dizaines de milliers de civils armés prêts à se battre pour défendre leur révolution, le Nicaragua ne sera pas une deuxième Grenade. Son plan de défense face à une invasion yankee consiste simplement à prolonger la bataille aussi longtemps que possible et infliger le maximum de pertes aux Américains. "Nous n'allons pas juste abandonner les villes", déclare au *Village Voice* Hugo Torres, le commandant de l'armée sandiniste, "nous allons nous battre dans la capitale, dans les villes, sur les routes et dans les montagnes".

Guillermo Gonzalez, porte-parole du ministère de la défense, souligne l'importance du facteur moral dans

une telle guerre de résistance: "Nous enterrerons les nôtres comme héros, mais ils enterreront les leurs comme victimes d'une politique." Ceci est remarqué même au sein du Congrès américain. Au cours du débat sur "l'aide aux *contras*", le représentant Hank Gonzalez, de San Antonio, note ainsi que "*la chose significative, c'est que la population soutient le régime [...]. Un gouvernement qui ne se sentirait pas bien assuré ne distribuerait pas des armes si variées et en telles quantités, comme l'a fait le gouvernement nicaraguayen avec les paysans qui dans le nord se battent contre l'invasion [...].*"

"Aussi, dans chaque foyer à Managua, si vous [...] allez dans les barrios et dans les quartiers, vous verrez des abris faits de sacs de sable, vous verrez des points de résistance, et dans chaque foyer il y a un fusil de gros calibre. Au Nicaragua, rien n'empêche le peuple, s'il le veut, de se révolter et de renverser le régime. Mais la raison pour laquelle ils sont armés, c'est qu'ils s'attendent à une invasion nord-américaine certaine" (*Congressional Record*, 10 juin). Comme le fait remarquer ce représentant, les USA ont envahi le Nicaragua à onze reprises, dont six fois ce siècle-ci. Et par qui Reagan remplacerait-il les sandinistes? Par les *contras*, "les *ex-somozistes*, ceux qui sont hais, qui sont méprisés et qui ont été jetés dehors [...]. Ça va mettre le feu à toute la région", conclut-il.

On ne peut pas calmer les Etats-Unis avec des concessions aux capitalistes nicaraguayens et des négociations dans le cadre du "processus de Contadora". Il est nécessaire de défendre, parachever et étendre la révolution nicaraguayenne si l'on veut qu'elle survive. Mais il faut regarder la réalité en face. Comme le font remarquer La Rocque et Buchanan, "le Nicaragua n'a pas d'équivalent de la piste Hô Chi Minh qui pourrait être utilisé pour livrer aux sandinistes des quantités significatives d'armes et de munitions". Il est possible d'isoler et de conquérir ce pays si on dispose d'une supériorité militaire écrasante. Par conséquent, la défense de la révolution nicaraguayenne se jouera de façon décisive non seulement dans les quartiers pauvres de Managua et dans les colonies de Matagalpa, mais aussi dans les capitales et les centres industriels d'Amérique latine et dans les rues, les ports et les usines des Etats-Unis. Venant de la part d'un régime qui a organisé le bombardement

d'un quartier noir à Philadelphie le 13 mai dernier, et qui, en Indochine, a tué deux millions de paysans et d'ouvriers avec ses bombardements massifs, les tentatives cyniques du gouvernement américain pour prêcher une guerre sainte antisoviétique contre le "terrorisme international" représentent le comble de l'hypocrisie. Mais c'est la réalité. Depuis le début de l'administration Reagan nos camarades de la Spartacist League (SL) insistent sur le fait que "la défense de Cuba et de l'URSS commence en Amérique centrale!" C'est là que les fauteurs de guerre de la Maison Blanche ont cherché à "marquer leur détermination" dans leur course insensée vers un affrontement nucléaire général avec l'URSS. Mais la gauche réformiste n'a pas voulu toucher à la "question russe", la question du communisme. Et maintenant, après quatre ans de provocations antisoviétiques bellicistes et un programme de renforcement militaire de mille milliards de dollars, les Etats-Unis s'appêtent à envahir le Nicaragua.

Afin d'embrigader la population américaine dans la guerre hors des frontières, le régime Reagan, avec la coopération totale des Démocrates au Congrès et dans les mairies des grandes villes, a aussi déclaré à l'intérieur du pays la guerre à la classe ouvrière organisée et aux Noirs. De même que l'anéantissement de PATCO, le syndicat des aiguilleurs du ciel, était un message de Reagan en direction du mouvement ouvrier organisé, le bombardement de la secte MOVE à Philadelphie représente un message du gouvernement envers tous les Noirs et envers quiconque aurait des velléités de ne pas "marcher droit". Les patrons, grâce aux trahisons obséquieuses de la bureaucratie de guerre froide des syndicats américains, ont réussi dans une large mesure à imposer leur loi aux syndicats. Même les luttes défensives les plus limitées ont dû faire face à une terreur antisyndicale massive de la part de l'Etat. Pourtant il y a aujourd'hui, depuis les employés des hôtels de New-York jusqu'aux mineurs des Appalaches, un regain des luttes syndicales, bien qu'il s'agisse d'un phénomène inégal et hésitant. Et c'est le gouvernement lui-même qui, avec ses tactiques "dures", politise les luttes ouvrières. La tâche de l'avant-garde prolétarienne, dans cette guerre de classe, c'est d'armer politiquement ceux de notre camp avec un programme pour lutter contre cette sinistre mobilisation guerrière.

Un boycott du matériel militaire destiné aux pantins et aux mercenaires des Etats-Unis en Amérique centrale, des grèves ouvrières politiques contre l'escalade de l'intervention US dans cette région, une aide matérielle au Nicaragua qui fait face à une agression économique et militaire de l'impérialisme, des mobilisations combattives et massives contre la course à la guerre antisoviétique soutenue par les Démocrates comme par les Républicains -- ce sont là des tâches urgentes pour la classe ouvrière américaine. Et alors que les partisans de la "solidarité" s'épuisent en querelles intestines et continuent à ramper devant les Démocrates, nos camarades américains de la Spartacus Youth League, l'organisation de jeunesse de la SL/US, ont engagé une campagne financière pour défendre le Nicaragua. Pour combattre les maîtres yankees qui veulent remettre au pouvoir des dictateurs "autoritaires modérés" comme Somoza, il faut organiser des partis léninistes-trotskyistes afin d'instaurer le pouvoir ouvrier de Managua jusqu'à Manhattan, de San Salvador jusqu'à San Francisco. Si vous êtes du côté de la libération sociale, depuis l'Amérique centrale jusqu'aux citadelles impérialistes, rejoignez-nous dans ce combat pour la révolution socialiste mondiale.

Adapté de WV n° 382

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.  
REALISATION: Hamid Sami  
DIFFUSION: Jean Thimbault  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:  
• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10  
Téléphone: 208-01-49  
• Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex  
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.  
Commission paritaire: n°59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

## Le délire antisoviétique de la "piste bulgare"

# Ali Agça tire sur le pape et se prend pour le Christ

Ca devait être le "procès du siècle", qui devait montrer un lien entre le KGB et l'attentat contre le pape en mai 1981. Ce qui est sûr, c'est que nous avons droit à un véritable spectacle; mais cette opération a fait boomerang de façon spectaculaire. Ce n'est pas sans rappeler le procès spectacle monté il y a un demi-siècle par les nazis après l'incendie du Reichstag. Le premier jour du procès, dans le bunker géant du tribunal de Foro Italico à Rome, Mehmet Ali Agça, le fanatique fasciste turc qui a tiré sur le pape Jean-Paul Wojtyla, s'exclame: "Je suis Jésus-Christ! Je suis tout puissant et j'annonce la fin du monde!" Et plus Agça délire devant des centaines de journalistes et de caméras de télévision, plus les antisoviétiques professionnels qui ont fabriqué de toutes pièces la "piste bulgare", comme Claire Sterling, compagnon de route de longue date de la CIA (et, à l'occasion, correspondante du *New York Times*), doivent se tortiller sur leurs sièges. "Dieu" est peut-être du côté de l'accusation, mais leur dossier s'effrite chaque jour davantage.

Depuis trois ans et demi, l'équipe d'"experts en terrorisme" de Sterling concocte de la "propagande noire", à la manière classique de la CIA, avec des histoires abracadabrantes sur le rôle des Soviétiques dans le "complot anti-pape". Depuis le début, comme le *Monde* le fait remarquer dans son numéro du 26-27 mai, "l'essentiel de l'accusation repose, comme on le voit, sur les déclarations d'Ali Agça". Et Agça déclare les choses les plus contradictoires. En fait, il raconte, dans l'espoir d'être libéré, tout ce qu'on lui a demandé de dire et/ou tout ce que ceux qui l'ont interrogé veulent entendre. Et donc, ce dément s'adresse au tribunal comme un reaganote breveté écumant contre l'"empire du mal" soviétique. "Je peux dire avec certitude que le centre politique et financier du terrorisme mondial se trouve en Union soviétique", proclame cet individu convaincu d'assassinat. Agça prétend que les services secrets bulgares lui ont aussi donné l'ordre de déposer une bombe à Radio-Free-Europe et l'ont recruté pour assassiner Lech Walesa, le président tunisien Bourguiba et le premier ministre de Malte.

A un moment, Agça s'écrie: "L'ordre de tuer le pape est venu de l'ambassade soviétique à Sofia [la capitale

de la Bulgarie]." Mais quand il s'agit d'apporter des preuves de ces époustouflantes accusations, ceux qui colportent le mensonge de la "piste bulgare" méritent un "zéro pointé". Quand, au cours d'une audience, le juge s'irrite devant les trop fréquents changements dans son témoignage, Agça répond qu'il ressuscitera un mort en présence du président Reagan et du secrétaire général de l'ONU, "à condition que le Vatican proclame l'absolue vérité que je suis Jésus-Christ" et que ce sont les Bulgares les coupables (*New York Times*, 25 juin). Et la semaine précédente, le dossier a été percé à jour

fois que cet homme, qui risque la peine de mort en Turquie et la prison à vie en Italie, ouvre la bouche devant le tribunal, c'est pour raconter une histoire différente. Le juge Santiapichi, fatigué de jouer ainsi au chat et à la souris, lui a demandé: "Comment puis-je savoir où est le mensonge, entre la nouvelle version et l'ancienne?" La version à laquelle le *New York Times* (10 juin 1984), ce respectable pilier de l'*establishment* américain qui sert de tribune à l'"expert" en terrorisme Claire Sterling, nous demande de croire, c'est que "les services secrets bulgares ont recruté l'homme qui a tiré sur Jean-

en septembre 1982 dans le *Reader's Digest*, au moment où Brejnev était sur son lit de mort et qu'Andropov, le chef du KGB, s'appêtait à lui succéder. Quand on examine rapidement les acteurs de cette mise en scène très élaborée, ce qui saute aux yeux c'est l'abondance de liens avec la droite fasciste turque. Parmi les complices d'Agça, on trouve:

- Omar Bagci, qui a mis en place une organisation d'immigrés turcs réactionnaires en Suisse; il a fourni le pistolet 9mm Browning utilisé par Agça pour sa tentative de meurtre.

- Masa Serdar Celibi, chef des "loups gris", le bras armé terroriste du Parti d'action nationale, l'organisation fasciste turque, à Francfort, en Allemagne de l'Ouest; il a fourni l'argent qu'Agça a utilisé pour ses déplacements en Europe dans les mois qui ont précédé la tentative d'assassinat.

- Oral Celik, un "loup gris" originaire de la ville natale d'Agça, qui a organisé son évvasion d'une prison turque de haute sécurité en 1979; il a été identifié par Agça comme étant le deuxième tireur présent place St-Pierre le 13 mai 1981.



Le pape rencontre Ali Agça (à gauche): Mon fils, tiens-t-en à ton histoire, pour l'amour de dieu! La tentative d'assassinat de mai 1981 (en bas)



AP

quand Giovanni Pandico, une personnalité importante du crime organisé qui s'est mise au service de la justice, a déclaré qu'Agça avait, dans sa prison, reçu des instructions de la part de personnalités de la pègre et des services secrets italiens. Pandico est le témoin vedette dans le procès de 251 membres présumés de la camorra, l'équivalent napolitain de la mafia.

Dans une interview à l'hebdomadaire *L'Espresso* (23 juin), Pandico déclare que le général Musumeci, ancien chef-adjoint du SISMI, le service de renseignements militaire italien, a rencontré en mars 1981 Raffaele Cutolo, le patron de la camorra alors emprisonné, et a conclu avec lui un accord pour inciter Agça (qui était détenu dans la même prison que Cutolo) à impliquer l'Union soviétique dans l'attentat contre le pape. Deux mois plus tard, le tueur à gages turc, qui auparavant niait avoir le moindre complice, devint soudain prêt à "coopérer" et déclara aux enquêteurs que l'affaire avait été manigancée par des responsables des services de renseignements bulgares. Musumeci, membre de la loge "maçonnique" anticommuniste Propaganda 2 (P-2), a été arrêté à l'automne dernier et accusé d'avoir voulu organiser un "Super-SISMI" (Super-S) secret lié au crime organisé et à des groupes fascistes.

### LES NOMBREUX MENSONGES D'ALI AGÇA

Au cours de l'instruction, le témoignage d'Agça a connu un nombre impressionnant de rétractations et de "précisions". Et maintenant, chaque

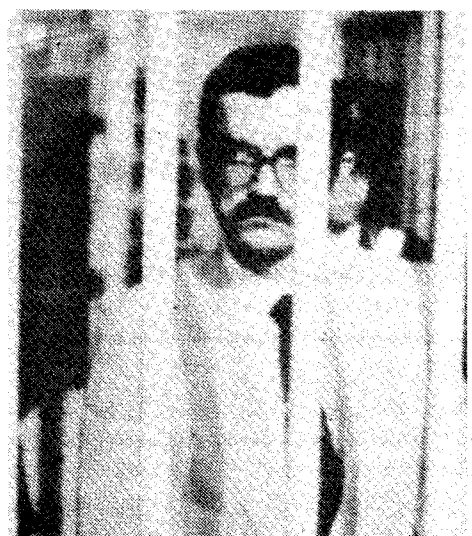
Paul II en 1981, dans le cadre d'une machination pour affaiblir Solidarité en Pologne". Mais maintenant, même le *New York Times* est obligé de reculer. Après quatre semaines de procès, son envoyé spécial John Tagliabue fait paraître le 22 juin un "compte rendu" où il note que "M. Agça a de lui-même gravement porté atteinte à sa crédibilité", et qu'il "semble jouer avec la vérité comme s'il s'en servait de monnaie d'échange".

En fait, dès le début la "théorie" de Sterling se heurte à un problème. En effet, Agça a menacé publiquement d'assassiner le pape immédiatement après s'être évadé de prison (il était emprisonné pour le meurtre du rédacteur en chef d'un journal turc libéral), en novembre 1979, juste au moment où Jean-Paul II allait faire une visite officielle en Turquie et presque un an avant la fondation de Solidarnosc, à la suite des grèves d'août 1980 en Pologne. Même des responsables haut placés de la CIA ont mis en doute le fait que les Russes aient pu utiliser un élément instable comme Agça pour une telle mission. L'histoire du "complot anti-pape" est en tout et pour tout une arme dirigée contre le Kremlin. La "piste bulgare" a été introduite par Sterling dans un article publié

- Békir Celenk qui, d'après Agça, est un des chefs d'une "mafia turque" réputée à Sofia et qui est recherché pour trafic de drogue et d'armes en Italie et en Turquie; c'est lui le lien présumé avec la Bulgarie.

Donc, Agça a des liens avec le "loup gris" Bagci, avec le "loup gris" Celibi et avec le "loup gris" Celenk, tandis que Celenk — actuellement en résidence surveillée dans la capitale bulgare — nie toujours avoir jamais rencontré l'homme qui voulait assassiner le pape. Sterling et Cie voudraient nous faire croire que "loup gris" plus "loup gris" plus "loup gris" plus mafioso égalent machination soviétique! Le seul lien tenu entre Agça et la Bulgarie, c'est qu'il prétend être resté 50 jours à Sofia en 1980. Cependant, le passeport qu'il avait sur lui au moment de son arrestation indique qu'il a quitté la Bulgarie le jour même de son arrivée, comme le font chaque année des centaines de milliers de Turcs au cours de leur voyage entre leur pays et l'Europe de l'Ouest. Et la "forte" somme d'argent qu'Agça a, d'après Sterling, dépensée (environ 500 000 francs) pourrait bien être le salaire versé par ses associés de la pègre turque

Suite page 4



Libérez Serghej Antonov, la victime bulgare d'une machination de la campagne de "désinformation" anti-soviétique

Der Spiegel

## La «piste bulgare»...

Suite de la page 3

pour les services rendus en tant que tueur professionnel.

Sur la base douteuse du témoignage d'Agça, trois Bulgares ont été aussi inculpés, 18 mois après qu'il a, lui, été reconnu coupable: deux anciens membres de l'ambassade bulgare à Rome, Todor Ayvasov et le commandant Julio Kolev Vassiliev, et l'infortuné Serghej Ivanov Antonov, un employé de Balkan Air détenu depuis deux ans et demi en Italie. Alors que le tueur professionnel Agça est devenu une vedette et a même reçu dans sa confortable cellule (avec TV) la visite du pape Jean-Paul II en personne (qui a pardonné à son assassin), Antonov n'a pas obtenu la liberté provisoire, bien qu'il n'ait jamais essayé de quitter le pays; il a été emprisonné pendant plusieurs mois, mis en résidence surveillée à cause de son état d'épuisement physique et moral et à nouveau jeté en prison.

Serghej Antonov ressemble de façon frappante à un personnage d'un roman d'espionnage d'Eric Ambler, un innocent pris par accident dans un grotesque tissu d'intrigues. On le décrit comme "maigre et hagard", "le regard presque vide", quand dans son box du Foro Italico il écoute debout, avec dignité, les interminables arguties juridiques. Va-t-il être jeté aux lions dans ce cirque judiciaire de guerre froide? Nous exigeons la libération immédiate d'Antonov et l'abandon immédiat de toutes les accusations contre les trois Bulgares, contre qui il n'y a pas l'ombre d'une preuve mais seulement les élucubrations absurdes et totalement dénuées de fondement d'un assassin qui a admis à plusieurs reprises avoir menti et "joué un double jeu".

Le magistrat enquêteur Ilario Martella, qui a présenté en octobre dernier l'acte d'accusation de 1243 pages contre les complices présumés d'Ali Agça, a beaucoup tiré argument du fait que le tueur à gages a été capable de "se souvenir" de détails de l'aspect physique des Bulgares et de leurs appartements. Mais dans tous les cas le moindre examen révèle des contradictions flagrantes:

● **Machinations et plans:** Agça a prétendu qu'une réunion d'organisation a eu lieu le 10 mai 1981 dans l'appartement d'Antonov (décrit en détail), en présence de sa femme et de sa fille qui servaient le thé. Mais quand Rossitsa Antonov a apporté la preuve que ni elle ni sa fille n'étaient en Italie à cette époque, Agça a "précisé" son histoire en concédant qu'il n'était jamais allé dans l'appartement d'Antonov. A un autre moment, le tueur a prétendu que les Bulgares l'avaient engagé pour tuer Walesa pendant son voyage à Rome. Martella "enquête" soigneusement sur cette "révélation", mais il dut abandonner quand quelques mois plus tard Agça se rétracta.

● **Une tache sur la "piste bulgare":** Agça a décrit une tache sur la joue de Vassiliev, tache qui selon Sterling est "à peine visible", ce qui est soi-disant la preuve qu'ils se sont rencontrés. Mais cette tache est nettement visible sur la photo du passeport de Vassiliev, qui a été montrée à Martella quand il s'est rendu à Sofia. Agça a décrit Ayvasov comme plus petit que Vassiliev, alors qu'il a une tête de plus que lui. Récemment, Agça a prétendu que le mystérieux diplomate soviétique censé avoir payé plus d'un million de dollars pour l'élimination du pape s'était présenté sous le nom de "Milenkov ou Malenkov". Auparavant, le tueur à gages avait identifié "Malenkov" comme étant un espion bulgare qui l'avait soi-disant présenté à l'attaché soviétique à Téhéran.

Donc, la question est de savoir comment Agça a eu connaissance des détails qui ont fait une si forte impression sur le magistrat Martella, comme par exemple la description de l'appartement d'Antonov. Dans une enquête détaillée en quatre parties sur la "piste bulgare" publiée du

14 au 17 octobre 1984 dans le *Washington Post*, Michael Dobbs, le correspondant de ce journal, a montré comment dans sa prison Agça avait eu accès à de nombreux magazines, journaux et émissions d'informations télévisées qui avaient déjà rendu publique une grande partie de ces informations. Et les "faits" qu'il n'avait pas pu obtenir ont pu lui être fournis soit directement par les agents des services de renseignements qui se sont rendus dans sa prison à plusieurs reprises, soit par les contacts de "Super-S" dans la pègre à l'intérieur de la prison. En août 1983, le tueur à gages turc a même écrit à l'attaché militaire américain à Rome une lettre où il écrivait: "Vous m'avez dit de parler, et j'ai parlé", et où il suggérait comment ils pouvaient faire porter la responsabilité de la tentative d'assassinat du pape au numéro un soviétique Youri Andropov. Mais alors que les accusations sans fondement d'Agça suffisaient à maintenir Antonov derrière les barreaux, et ce pour monter un procès spectacle géant, l'accusation écarte simplement cette lettre comme si c'était une plaisanterie.

Le témoignage d'Agça a été à plusieurs reprises orienté dans ses interrogatoires. Et quand le président du tribunal a essayé de calmer les débats tumultueux de la mi-juin en demandant aux avocats de la défense de faire preuve de patience ("pazienza" en italien), Agça répondit: "Oui, le docteur Francesco Piazenza." Quand on lui demanda de s'expliquer, Agça répondit: "J'ai rencontré Francesco Piazenza. Il m'a demandé ma collaboration [...]. Il m'a promis la liberté et un passeport français." Piazenza est un ancien bras droit du directeur-adjoint du SISMI et un membre de la sinistre loge P-2. Il a aussi été mis en cause dans le "suicide" de Roberto Calvi, ancien directeur de la Banco Ambrosiano en faillite, responsable de la disparition de plus de quatre milliards de dollars de fonds du Vatican. Il a été établi par la suite que ces fonds avaient été distribués au "syndicat" polonais Solidarnosc et à des escadrons de la mort sud-américains. Quand le public du tribunal de Rome éclata de rire après la déclaration d'Agça, le juge suspendit l'audience -- ça allait trop loin.

### LA RATATOUILLE BULGARE

L'histoire de la "piste bulgare" est un cas typique de prostitution journalistique. Non seulement des organes notoirement anticommunistes, mais aussi les médias les plus "sérieux" ont mis leur nom et leur talent au service de cette opération de désinformation des plus classiques. Le journal qui se proclame le parangon de l'"objectivité", le journal de référence aux Etats-Unis, le *New York Times* lui-même, a été le plus acharné à colporter la "ratatouille bulgare" de Sterling. Peu de temps après que le général Haig eut annoncé que sous la nouvelle administration Reagan le terrorisme remplacerait les droits de l'homme en tant que principale préoccupation de Washington, le *Times Magazine* publiait le 1er mars 1981 un article de première page signé Claire Sterling et intitulé "Terrorisme: sur la piste de la filière internationale", qui affirmait que "l'Union soviétique et ses vassaux" ont mis sur pied "une filière terroriste internationale destinée à destabiliser la société démocratique occidentale". Et depuis, cette propagande reaganienne sur le "terrorisme" se poursuit sans discontinuer. L'année dernière, le *New York Times* décida de publier (27 octobre 1984) un article sur "L'autre révélation d'Agça: la machination pour tuer Walesa" -- un an après qu'Agça se fut rétracté à ce sujet. Coauteur: Claire Sterling. Et qui a cosigné l'article du *New York Times* sur l'ouverture du procès de la "filière bulgare" en mai dernier? Claire Sterling, bien sûr. C'est comme si Joseph Goebbels avait écrit les articles sur le procès de l'incendie du Reichstag.

Il y a bien là une piste: un réseau d'habitues des organismes d'études reaganien qui attisent l'antisoviétisme avec une campagne concertée de spéculations, de "fuites" et de men-



Le pionnier de la technique du "grand mensonge" de Sterling -- le nazi Goebbels au procès de l'incendie du Reichstag, à Leipzig en 1933

songes purs et simples. Ce qui est assez curieux et doit beaucoup charger Sterling, c'est que la CIA est montée au créneau contre la "piste bulgare". Le numéro de mars-avril 1984 de *Problems of Communism*, la revue maison de la CIA, publiait une critique, écrite par William Hood, un "vétérinaire" de l'OSS et de la CIA, de deux livres sur le "complot anti-pape": *The Time of Assassins* de Claire Sterling et *The Plot to Kill the Pope* de Paul Henze. (Henze est l'ancien chef de l'antenne de la CIA à Ankara, en Turquie.) L'article de Hood, fort à propos intitulé "Improbable machination", met sérieusement à mal la "théorie" de Sterling. Qu'on en juge: (1) Si le KGB voulait vraiment se débarrasser du pape, pourquoi aurait-il choisi Agça, le terroriste le plus connu de toute la Turquie, qui était sur la liste des personnes recherchées par Interpol? (2) Pourquoi ses "contrôleurs" soviétiques auraient-ils laissé Agça se promener dans Rome, y compris au cours de raids "de reconnaissance" répétés en compagnie de responsables bulgares dont on pouvait supposer qu'ils étaient surveillés par le contre-espionnage italien? (3) Pourquoi ne se sont-ils pas arrangés pour qu'Agça soit éliminé avant qu'il ait pu vider son sac? (4) Pourquoi le KGB et le Darzhavna Sigurnost bulgare auraient-ils autorisé Antonov à rester à Rome plusieurs mois après l'arrestation d'Agça? Si Sterling a raison, le KGB doit être dirigé par de fameux incapables!

Le fait que la CIA refuse d'accepter le "complot anti-pape du KGB" a provoqué la colère d'importants secteurs de l'establishment reaganien à Washington, dont des membres de la New Right [nouvelle droite], les catholiques ultraconservateurs, les sionistes de la revue *Commentary* et les libéraux de guerre froide de la *New Republic*. Zbigniew Brzezinski, conseiller pour la sécurité nationale sous l'administration démocrate de Carter, fulmine que "de hauts responsables de la CIA ont été involontairement ou peut-être dans certains cas volontairement les instruments" d'une sinistre campagne soviétique pour discréditer la "piste bulgare". Et le journaliste William Safire, dont les articles ont eu jadis une grande influence sur la présidence, grommelle depuis des années qu'il

y a quelque chose de pourri dans l'Etat de Virginie [où se trouve, à Langley, le quartier général de la CIA]. On pense à James Jesus Angleton, l'éminence grise de la CIA, qui était obsédé par l'idée que Langley était truffé de taupes du KGB (et qui pensait aussi que la rupture des relations sino-soviétiques était un "coup monté"). Mais en fait, nous mettons sérieusement en doute le fait que la CIA soit devenue "molle sur le communisme". Peut-être que dans le passé elle s'est trop souvent fait prendre à sa propre propagande de guerre psychologique.

Derrière le tohu-bohu des médias autour de la "piste bulgare", il y a une campagne meurtrière de Reagan et Cie pour mobiliser l'opinion publique américaine derrière leur course à la guerre antisoviétique. Quelle meilleure démonstration que l'Union soviétique est la "source du mal", particulièrement pour les centaines de millions de catholiques du monde entier, si l'on prouve que le Kremlin est impliqué dans une tentative d'assassinat du pape? La croisade antisoviétique de Carter autour des "droits de l'homme" a abouti à la campagne antisoviétique de Reagan sur le "terrorisme", tout cela au nom de la course à la guerre antisoviétique. Le gang aujourd'hui au pouvoir à Washington veut refaire la crise des missiles à Cuba, seulement ce coup-ci ils veulent obliger les "Russkofs" (et les Cubains et les Nicaraguayens) à crier "vive l'oncle Sam". C'est ce qu'ils croient.

Ali Agça et Ronald Reagan: deux déments antisoviétiques, tous les deux sont des tueurs, tous les deux sont obsédés par la fin du monde. Mais l'un d'eux n'est que l'instrument de puissances inquiétantes, tandis que l'autre a le doigt sur le bouton. Quand Hitler a organisé le procès spectacle du dirigeant communiste bulgare Dimitrov, accusé d'avoir incendié le parlement allemand, c'était le prélude au pacte anti-Comintern et finalement à la Deuxième Guerre mondiale. Résultat: un holocauste général qui a fait cinquante millions de morts. Derrière cette "piste bulgare"-ci, il y a le spectre d'une apocalypse nucléaire qui pourrait être le crépuscule de l'humanité tout entière.

Adapté de *Workers Vanguard* n°382



**SPARTACO**  
Comunismo e terrorismo  
Libertà per i militanti  
di sinistra



**SPARTACO**  
Basta! Bisogna cambiare strada!  
È L'ORA  
DELLO SCIOPERO GENERALE!

Journal de la  
Lega trotskista d'Italia

## Abonnez-vous!

15 F pour 6 numéros

Le Bolchévik B.P. 135-10  
75463 Paris cédex 10

## Journées d'études de la LTF

# Un mineur britannique : « Un piquet de grève ça veut dire on ne passe pas »

*Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ci-dessous le rapport introductif sur la grève des mineurs britanniques qu'a donné le camarade Wally de la Spartacist League/Britain (SL/B), section britannique de la tendance spartaciste internationale, au cours des journées d'études de la Ligue trotskyste qui se sont tenues à Paris les 22 et 23 juin derniers. Mineur au puits de Lea Hall, dans les Midlands, le camarade Wally, comme il l'explique dans son rapport, a joué un rôle actif pour étendre et défendre cette héroïque grève qui, pendant douze mois, a tenu bon face aux attaques sauvages de Thatcher. Les leçons programmatiques de cette lutte amère — c'est-à-dire centralement la nécessité urgente de construire un parti révolutionnaire qui dirige jusqu'à la victoire la prochaine bataille de la guerre de classes —, il les a tirées en décidant de rejoindre nos camarades de la SL/B, qui avaient jeté toutes leurs forces pour lutter aux côtés des mineurs, tissant ainsi de précieux liens avec ce secteur d'avant-garde du prolétariat européen. La présence à nos côtés du camarade Wally au cours de ces journées d'études était ainsi le vivant témoignage de la force de ces liens. (NB. Le camarade Patrick dont parle Wally dans son rapport est un militant ouvrier de l'usine automobile Rover de British Leyland à Birmingham, licencié parce qu'en tant que membre du syndicat des transports [T&G], il faisait de la propagande pour que son syndicat entre en grève aux côtés des mineurs et pour arrêter l'entrée du charbon jaune dans son usine.)*

Merci, camarades. A l'origine, la grève du NUM était une grève pour la sauvegarde des emplois et des communautés entières, en particulier dans le Nord-Est, le pays de Galles et l'Ecosse où les mines sont de façon prédominante la seule source d'emplois. En supprimant cette industrie, c'est plus que simplement l'industrie minière qui disparaît; ça continue dans d'autres industries et ça se répand dans la société tout entière. Donc, si ces puits ferment, on finit par avoir la désindustrialisation, pas seulement de villes et de villages mais aussi de communautés tout entières. Sous le capitalisme, les gens et les communautés ne comptent pas, c'est juste une question de profits. On vient nous raconter des boniments comme quoi les travailleurs peuvent déménager si leur communauté disparaît. On en fait des gitans industriels, mais en un sens c'est impossible. On ne peut pas déplacer des communautés entières, les gens ont acheté leur maison — qui va acheter les maisons des gens s'il n'y a pas d'industrie? Ils sont cloués sur place. Le problème c'est que la majorité des mineurs pensaient que c'était une grève pour les emplois et les communautés. Mais au fur et à mesure que la grève se déroulait, ils ont commencé à se rendre compte que c'était une manoeuvre politique orchestrée pour détruire le NUM.

Le gouvernement cherchait à détruire le NUM parce qu'il cherchait à détruire le syndicalisme dans son ensemble. Depuis 1978, il avait le projet de s'attaquer au NUM; c'est un syndicat clé dans ce pays, le syndicat qui en 1974, au cours d'une grève nationale, a fait tomber le dernier gouvernement conservateur. Moi-même je travaille dans les Mid-

lands et, comme le Nottinghamshire, c'est une région rentable et productive. Les gens de cette région estimaient qu'ils ne risquaient rien pour leur emploi. Ils disaient que pour ce qui est des principes c'était O.K., et ensuite ils se mettaient à glapir qu'il fallait un vote. D'abord, la région du Yorkshire, qui est la plus importante dans le syndicat, avec plus de 50000 membres, a été la première à être menacée, avec le projet de fermer le puits de Cottonwood. Il y a eu un vote, et ils ont voté la grève et fait appel à l'exécutif national pour la rendre officielle. Toute la question était alors d'aller dans d'autres régions pour qu'elles fassent acte de solidarité avec le principe de ce qui avait été voté, sans tenir compte des scrutins régionaux sur la question de la grève. Et plus de 80% du syndicat s'est mis en grève. Le Yorkshire et les Galles du Sud ont envoyé des piquets volants. Dans mon puits, je suis allé au travail après qu'on m'eut retiré le plâtre que j'avais au bras à la suite d'un accident dans



21 août, dans le Yorkshire — Les piquets de grève affrontent les flics.

la mine; j'ai vu qu'il y avait un piquet de grève devant le puits et qu'il y avait beaucoup de confusion quant à savoir si la grève était officielle ou non. A cause de ça, nos gars traversaient le piquet de grève. En ce qui me concerne le piquet de grève est sacro-saint; pour la solidarité des travailleurs, on ne doit pas le traverser et on doit le défendre à tout prix. Donc, j'ai rejoint le piquet de grève et j'y suis resté pour le défendre pendant les douze mois qui ont suivi. C'était par respect du principe et de la tradition que personne ne doit traverser un piquet de grève, et voilà comment la grève a commencé. Ce que j'ai entendu dire sur la France, où les piquets de grève jouent un rôle surtout informatif, dans mon esprit ce ne sont aucunement des piquets de grève. Parce qu'un piquet de grève ça veut dire on ne passe pas, quel que soit le syndicat auquel on appartient, sa religion ou quoi que ce soit d'autre.

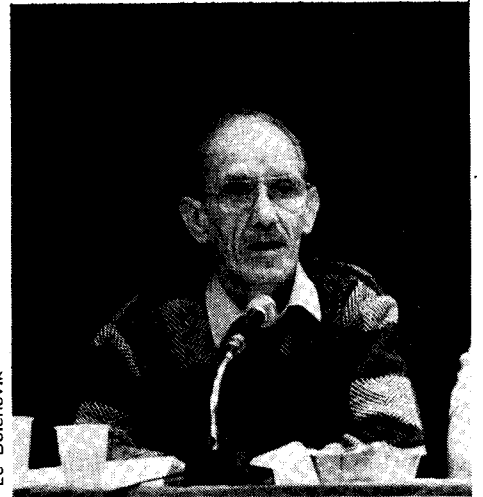
On ne traverse pas un piquet de grève. Les piquets sont l'avant-garde de la grève. On ne peut pas avoir de grève sans piquets. On dit que traverser un piquet peut être néfaste pour votre santé. Donc, ça ne suffit pas d'avoir une réunion des militants les plus actifs du piquet de grève.

Nous ne nous sommes donc pas contentés d'avoir un piquet; le syndicat a organisé des piquets de masse que personne ne pouvait traverser. Je veux juste citer le Programme de Transition: "Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat."

Je voudrais décrire comment la grève est passée de la simple organisation de piquets de grève à une grève organisée et disciplinée. Parce qu'à un moment, dans mon puits, les grévistes se sont rassemblés à la cantine pour essayer de persuader ceux qui travaillaient que la grève était officielle. A un moment, on est allé chercher le responsable [syndical] local dans l'espoir qu'il expliquerait à ceux qui travaillaient que la grève était bien officielle. Mais tout ce que nous avons pu en tirer, c'était qu'il était recommandé de faire grève. A ce moment, j'étais tellement énervé par son embarras à employer le mot "officiel" que

j'ai bondi sur la table de la cantine et que j'ai exigé qu'il ferme les grilles [de l'usine] et que, s'il ne le faisait pas, nous le ferions. Et qu'il devait leur enjoindre — je veux dire à ceux qui travaillaient — de ne pas traverser les piquets de grève. A ce moment, tout ce qu'il a pu faire c'était de citer le règlement établi par le Trade Union Congress [TUC — la confédération des syndicats britanniques] contre les piquets de solidarité, par conséquent pour respecter les règles du jeu édictées par la bourgeoisie. On ne peut pas gagner dans une lutte en respectant les règles établies par l'adversaire. Donc, le résultat de tout ça, c'était que les grévistes eux-mêmes, indépendamment de la hiérarchie de leur propre section syndicale, devaient mener la lutte de leur propre initiative. On a donc établi des contacts entre les différentes régions minières; on a formé des équipes pour collecter de l'argent, pour aller aux réunions d'usine dans tout le pays ou pour collecter de la nourriture; on a mis en place l'organisation des groupes femmes de soutien.

A la différence des grèves précédentes, en 72 et en 74, cette grève a vu la participation des femmes et des familles, parce que Thatcher



Le camarade Wally, mineur britannique, à la tribune des journées d'études de la LTF

non seulement menaçait les emplois des hommes mais aussi cherchait à affamer les femmes et les enfants, dans le but de démoraliser les hommes à un point tel qu'ils reprennent le travail à seule fin d'épargner à leur famille les privations, la faim et les souffrances qui les accompagnent. Mais en fait, ça a eu l'effet opposé. Les femmes, c'est-à-dire les épouses, les mères et les petites amies, se sont organisées pour soutenir leurs hommes, et ça a abouti aux groupes femmes de soutien. Je dis groupes de soutien mais en réalité, au fur et à mesure de la grève, elles sont devenues la colonne vertébrale et l'encouragement de la grève. Pas seulement en distribuant de la nourriture mais aussi en prenant leur place sur les piquets de grève au coude à coude avec les hommes. En étant présentes sur les piquets de grève, avec les hommes, elles ont été, en même temps que les hommes, confrontées à toute la puissance de l'Etat — l'Etat, c'est-à-dire les flics, les tribunaux et les médias capitalistes, qui protégeaient, défendaient et acclamaient les jaunes, ces lâches et ces mousques qui traversaient les piquets et qui essaient de briser la grève.

A mon puits, les grévistes ont été frappés et traînés devant les tribunaux, mais dans le Nord-Est, dans le Yorkshire et en particulier dans le Nottinghamshire, mes camarades ont été non seulement frappés mais aussi blessés et assassinés par les flics briseurs de grève et le système qu'ils défendent. Ils ont aussi imposé la loi martiale pour terroriser les femmes quand elles faisaient leurs courses et les enfants simplement quand ils allaient à l'école. Les flics les arrêtaient et leur faisaient peur; ils leur demandaient si leur père était un gréviste ou un "travailleur", c'est-à-dire un jaune. Pour couronner tout ça, il y avait les "comités pour la reprise du travail", avec des limaces comme Tony Morris, le secrétaire de notre fédération, et Cie — tous ceux qui s'étaient rassemblés dans ces "comités pour la reprise du travail" antisociaux et antiouvriers.

En ce moment, je parle des six premiers mois de la grève, quand la grève était ferme et le moral élevé; nous recevions de l'argent et de la nourriture, mais nous avions quand même besoin d'aller demander du soutien à l'extérieur. On m'a demandé personnellement d'aller collecter de la nourriture à Wolverhampton, une ville des environs. A ce moment-là, c'était la première fois où j'aie jamais été en contact avec des membres d'une minorité ethnique. Et en allant de porte en porte dans les rues de Wolverhampton, pour la collecte, j'ai été frappé de voir à quel point l'homme de la rue soutenait cette grève, en particulier la population noire et asiatique de cette région. J'ai été frappé, avec surprise, de voir qu'après avoir cogné à une porte, si c'était un visage noir qui apparaissait, on avait tout de suite un don, mais que si c'était un visage blanc, il fallait argumenter la justesse de sa cause et qu'encore même après ça on repartait souvent les mains vides. J'ai toujours le billet [de ce voyage] que je garderai toujours comme souvenir de la générosité de la communauté asiatique de Wolverhampton.

**N**ous reproduisons ci-dessous une version abrégée d'un article paru dans le journal de nos camarades américains Workers Vanguard n°381 et qui est basé sur des comptes rendus de voyages effectués au Nicaragua par plusieurs militants de la tendance spartaciste internationale, dont une camarade de la Ligue trotskyste, en avril et mai de cette année.

\* \* \* \* \*

Les dirigeants sandinistes ont proclamé que 1985 serait "l'année où l'on doit en finir avec les *contras*", et dans tout le pays on sent l'effort de guerre. D'après nos camarades de la tendance spartaciste internationale en visite au Nicaragua avant et après le 1er mai, date à laquelle Reagan a imposé un embargo commercial contre ce pays, la situation à Managua même est calme. A part les nombreux jeunes en treillis militaire (dont beaucoup sont en permission), le signe le plus visible des combats ce sont les nombreux blessés de guerre dans des chaises roulantes ou avec des béquilles. Au siège de la CST (la fédération syndicale sandiniste), nos camarades ont entendu deux soldats discuter des combats récents. Ils avaient été particulièrement impressionnés par la bravoure d'une unité entièrement féminine d'une brigade d'infanterie de réserve qui, au cours de combats près de la frontière avec le Honduras, avait à elle seule enlevé une position ennemie.

A Matagalpa et à Jinotega, au cœur de la région montagneuse où pousse le café, il semble qu'entre 15 et 50 ans tout le monde porte un fusil d'assaut AK-47 de fabrication soviétique. En décembre dernier, les *contras* ont commis dans cette région d'effroyables atrocités contre les cueilleurs de café. Mais dans l'ensemble la saison a été un succès. 80% de la récolte a été cueillie, dont une grande partie par des volontaires; ceux-ci étaient des jeunes et des fonctionnaires ainsi que 500 *brigadistas* d'Amérique du Nord.

Le sort des milices est un baromètre du développement de la révolution. Immédiatement après la victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) en juillet 1979, toutes les milices non FSLN furent dissoutes, et les armes qui étaient entre les mains de la population furent récupérées. Au début, les milices sandinistes étaient organisées à la fois sur les lieux de travail et dans les quartiers et villages. Les hommes et les femmes appartenant à ces milices étaient fréquemment entraînés sans armes. Néanmoins, les milices d'usines furent pour la plupart dissoutes après les luttes syndicales combattives de 1980-81, luttes qui amenèrent à l'arrestation de dirigeants politiques et syndicaux de gauche. En 1983, un tournant se produisit: le mot d'ordre du quatrième anniversaire de la victoire des sandinistes était "Toutes les armes au peuple". Et après l'invasion américaine de la Grenade l'automne de cette année-là, une grande quantité d'armes a été distribuée aux milices populaires sandinistes (MPS), les milices locales. Le 26 février dernier, les MPS organisaient un rassemblement national à Managua auquel participaient quelque 70000 personnes en armes.

### "DU COMMUNISME DE GUERRE SANS COMMUNISME"

Au Chili, Nixon avait préparé le terrain pour le coup d'Etat sanglant de Pinochet en 1973 avec un programme de sabotage visant à "faire hurler l'économie". Il est certain qu'au Nicaragua les impérialistes US font de leur mieux pour "déstabiliser" l'économie. Cela fait déjà plusieurs années que le quota sucrier a été annulé et que les ventes de blé américain ont été interrompues. Les demandes de prêts formulées par le Nicaragua auprès des banques "multinationales" de développement sont systématiquement écartées ou repoussées pour satisfaire Washington. On estime que les sabotages des *contras* ont coûté au pays quelque 1,1 milliard de dollars -- plus du double des recettes d'exportation annuelles du Nicaragua. Jusqu'en

## Défendre, compléter, étendre la révolution!



Managua, 16 mai -- Dans une manifestation sandiniste, les mères des soldats tombés jurent de lutter jusqu'au bout contre l'agression impérialiste.

# De retour du Nicaragua

1983 l'économie a progressé de façon régulière, alors même que le reste du continent, sous l'impact de l'arrêt des crédits des banques impérialistes, était entraîné dans le cercle vicieux de la récession. Mais finalement la combinaison des pressions de Wall Street et de celles de la Maison Blanche a fait son office, et ces dernières années ont vu une détérioration sensible du niveau de vie déjà faible des masses nicaraguayennes.

Le 8 février, Daniel Ortega annonçait une série de mesures d'urgence que le *Washington Post* du 31 mars décrivait comme des "reaganomics sandinistes". Afin de combattre un marché noir qui se développe à vitesse accélérée, les subventions pour 22 produits de base étaient supprimées. Le prix des haricots, du riz, du lait, des oeufs, des volailles, du boeuf, du sucre et de l'huile de cuisine a doublé du jour au lendemain. Puis, début avril le prix des carburants tripla, provoquant une hausse en conséquence du prix de tous les moyens de transport. Ce programme d'austérité a eu un effet brutal sur le niveau de vie des pauvres et des travailleurs. Bien que le salaire minimum ait augmenté de 76% en mars, il n'a pas, et de loin, rattrapé l'inflation. En avril, alors que le salaire minimum journalier était d'environ 150 cordobas (à peu près 20 francs), nos camarades ont pu voir qu'un Pepsi coûtait 25 cordobas et une soupe claire de haricots dans un *comedor popular* (cantine populaire) 60 cordobas. Cette "austérité" du FMI sans le FMI décourageait inévitablement les masses nicaraguayennes qui parlent maintenant d'une vie meilleure pour leurs enfants.

Après 1979, pour la première fois au Nicaragua les pauvres pouvaient se permettre de manger de temps en temps (une ou deux fois par mois) de la viande. Plus maintenant -- nos camarades ont dit n'avoir vu nulle part de la viande en vente

pour la consommation des ménages dans les *barrios* (quartiers) "populaires". Les conditions de vie dans les quartiers pauvres vont aussi souffrir du gel décidé par le gouvernement de tout nouvel investissement pour les projets sociaux (éclairage, logement, tout-à-l'égout). En même temps, les sandinistes ont mécontenté la classe moyenne en décrétant trois nouveaux impôts: un impôt sur les bénéfices spéculatifs, une taxe sur la valeur ajoutée de 15% et un impôt sur les "revenus présumés" (!) pour les non-salariés. La pénurie de marchandises importées touche toutes les classes: les pauvres ne peuvent acheter ni lait en poudre ni médicaments, et la classe moyenne ne peut trouver ni papier hygiénique ni jeans. Le pays vit déjà dans une économie de guerre: 40% du budget national est consacré aux besoins de la défense, et le magazine *Envío*, publié par l'Institut historique d'Amérique centrale, affirme dans son numéro de mars que l'armée absorbe plus d'un tiers du produit national brut.

Une visite dans la région ouvrière de Leon, la deuxième ville du pays, a montré à nos camarades l'impact de la politique d'austérité sur les masses nicaraguayennes. Une insurrection populaire avait libéré Leon un mois avant la chute de Somoza, et la ville a été gouvernée par un "poder popular" (pouvoir populaire) municipal jusqu'à ce que les forces sandinistes fassent leur apparition et prennent le contrôle de la situation. Deux jeunes mères se rappelaient avec fierté comment elles avaient pris le bastion de la garde nationale, comment la population avait dansé dans les rues avec des tambourins la nuit où le *Fortín* était tombé. L'un dans l'autre, la situation est meilleure aujourd'hui: elles peuvent se promener en ville sans avoir peur, ce qu'elles ne pouvaient jamais faire sous la terreur arbitraire de la *Guardia*; elles ont de vraies maisons (en

ciment, avec une seule pièce, construites après qu'un cyclone eut détruit le *barrio*); et leurs enfants vont à l'école, apprennent à lire et à écrire. Néanmoins, la pauvreté est toujours terrible: le dîner consiste en quelques morceaux de fromage et de tortillas. Les femmes racontèrent la pénurie dans les magasins subventionnés par le gouvernement, les difficultés pour obtenir des médicaments, le niveau élevé du coût de la vie. Mais elles ne se plaignaient pas.

La direction sandiniste a réagi à l'embargo commercial US en appelant à davantage de "sacrifices et d'unité". Au Nicaragua, même un gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire serait en état de siège économique et militaire yankee. Mais afin de maintenir le système d'"économie mixte" du FSLN, les pauvres ont droit aux sacrifices pendant que les capitalistes reçoivent des subventions. Une partie du programme de hausses brutales des prix à la consommation correspondait à une augmentation des prix payés aux producteurs. Et afin de "stimuler les exportations", le gouvernement paie une partie de la production des éleveurs de bétail et des planteurs de coton en dollars, censés être utilisés pour acheter des pièces de rechange, des pesticides et autres. Tout un système de "certificats de dépôt en dollars" a été mis en place pour le secteur privé. De plus, quelques jours à peine avant que Reagan décrète l'embargo commercial américain, le Nicaragua a payé 5,4 millions de dollars au Fonds monétaire international (FMI), ce qui en fait un des rares pays du tiers monde à rembourser jusqu'au bout les vampires du cartel des banquiers impérialistes.

Les camarades spartacistes qui ont visité l'usine FANATEX ont pu voir un autre aspect de l'austérité. Située à la périphérie de Managua, FANATEX est avec ses 1500 ouvriers la plus importante usine textile du Nicaragua. Dans son message du 1er mai, la direction du FSLN avait annoncé la suppression des "paiements en nature" dont bénéficient divers secteurs de la classe ouvrière nicaraguayenne. A FANATEX chaque employé pouvait acheter tous les mois quinze mètres de tissu au prix de production, lequel tissu pouvait ensuite être revendu au prix beaucoup plus élevé du marché et rapportait 150 dollars supplémentaires par mois -- un montant équivalent au salaire en espèces. Le numéro du 17 mai de *Barricada*, l'organe du FSLN, expliquait que "le paiement en nature, qui a été à un moment donné une juste revendication des travailleurs, a fini par stimuler la spéculation et l'accaparement, par baisser le niveau de la production et par avoir un effet déformant sur la conscience des travailleurs". Il ne fait aucun doute que cette pratique alimente le marché noir, mais elle constitue une part substantielle des revenus des travailleurs et une forme primitive de protection contre l'inflation, et elle doit être défendue jusqu'à son remplacement par une échelle mobile des salaires et des heures de travail.

A la mi-mai, les ouvriers de FANATEX décidaient un arrêt de travail de deux jours pour défendre leurs salaires en nature. Le gouvernement répondit par un tir de barrage de propagande sur les ouvriers du textile "privilegiés", traitant le syndicat de gauche CAUS (fédération syndicale d'unité et d'action), dirigé par le Parti communiste (PCN), de "provocateurs" incitant les ouvriers à "saboter la production". En 1980-81, les ouvriers de cette usine clé étaient entrés en lutte à plusieurs reprises, amenant les sandinistes à arrêter plus de 100 militants du CAUS et du PCN et à fermer l'usine pour "réorganisation" (voir "FABRITEX: Strikebreaking Sandinista-Style" [Brisage de grève à la mode sandiniste], *Workers Vanguard* n°331, 3 juin 1983). Bien que le gouvernement ait fait de son mieux pour extirper les "éléments perturbateurs" lors de la réouverture de l'usine, plusieurs mois plus tard FANATEX a continué à être le secteur le plus avancé du prolétariat nicaraguayen. En 1983,

100 ouvriers sur les 700 travaillant alors dans l'usine avaient été mobilisés dans des bataillons de réserve de l'armée pour combattre les *contras*. Plus d'un tiers des ouvriers sont des femmes qui reçoivent un salaire égal pour un travail égal -- un acquis concret de la révolution.

Au cours de leur visite de l'usine, avant et quelques jours après la grève, nos camarades ont remarqué de nombreux témoignages d'une conscience socialiste chez les ouvriers. Des portraits de Lénine et de Che Guevara étaient placés bien en évidence au milieu des métiers à tisser automatiques. Dans le local syndical on trouvait une grande quantité d'écrits de Lénine, en particulier les "Thèses d'Avril" où le dirigeant bolchévique de la Révolution russe d'octobre 1917 appelait la classe ouvrière à prendre le pouvoir. Ils ont aussi remarqué que, malgré la mobilisation des cadres du FSLN (le secrétaire général de la CST, les dirigeants des organisations sandinistes de la jeunesse et des femmes) pour expliquer aux ouvriers que leur comportement était "erroné", même les responsables syndicaux pro-gouvernementaux de la CST soutenaient les revendications des ouvriers. Pour cette fois, le gouvernement a reculé: il a maintenu les paiements en nature jusqu'à juillet et constitué une commission pour étudier la question.

Aujourd'hui, le prolétariat nicaraguayen n'a pas la conscience d'une avant-garde révolutionnaire, et ce n'est d'ailleurs pas le rôle que veut lui faire jouer la direction sandiniste. En fait, les *comandantes* du FSLN expliquent fréquemment que les ouvriers de l'industrie forment l'"arrière-garde" de la lutte et que leur rôle consiste juste à continuer à travailler.

Un des rédacteurs de *Barricada* a expliqué à nos camarades que diverses organisations de masse sandinistes avaient demandé aux sandinistes d'appeler à des manifestations contre l'embargo commercial, mais que le parti avait refusé. La seule action de protestation organisée a été une mobilisation des comités



Un poster de Lénine décore les murs de FANATEX, une usine textile de Managua connue pour sa combativité.

1978-79; qui ont finalement renversé la dictature de Somoza. Mais il faut qu'ils exproprient les capitalistes et qu'ils entreprennent une réorganisation socialiste de la société. On voit cela concrètement avec la crise économique qui ravage aujourd'hui le Nicaragua. En expliquant la nécessité du programme gouvernemental d'austérité, *Barricada International* démontre sans le vouloir, dans son numéro du 4 avril, l'impossibilité d'une politique "pro-ouvrière" dans le cadre de l'"économie mixte" capitaliste: "Le budget national, qui comprenait des subventions pour limiter le coût des produits et des services publics, augmentait de façon disproportionnée, aboutissant chaque année à d'énormes déficits budgétaires qui étaient financés simplement en augmentant la masse monétaire [...].

"Les investissements audacieux dans de grands projets sociaux, productifs et d'infrastructure ont mis en circulation une énorme quantité de monnaie sans base productive [...].

"La quantité considérable de monnaie en circulation a provoqué une demande accrue de produits, laquelle a à son tour engendré de l'inflation par une pression accrue sur les prix

veille d'Octobre, alors que la famine et les dévastations provoquées par la guerre impérialiste menaçaient la population russe, Lénine écrivit sa brochure "La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer". Son message est totalement applicable au Nicaragua d'aujourd'hui: "Au fond, toute la question du contrôle se ramène à savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire quelle classe exerce le contrôle et quelle classe le subit. Chez nous, en Russie républicaine, on reconnaît et on laisse jusqu'à présent aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes le rôle de contrôleur, qu'ils exercent avec la participation des 'organismes habilités' d'une démocratie soi-disant révolutionnaire. Il en résulte inévitablement une spéculation capitaliste effrénée qui soulève l'indignation du peuple entier, et la désorganisation économique artificiellement entretenue par les capitalistes. Il faut passer résolument, sans esprit de retour, sans crainte de rompre avec ce qui est vieux, sans crainte de bâtir hardiment du neuf, au contrôle exercé par les ouvriers et les paysans sur les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Or, c'est ce que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks craignent comme le feu" (*Oeuvres*, tome 25).

Aujourd'hui au Nicaragua, les sandinistes aussi craignent toute mesure qui porte atteinte à la propriété capitaliste. Cependant, les assauts répétés de Reagan pourraient leur forcer la main. La situation intérieure au Nicaragua est objectivement plus proche de celle de la Russie soviétique au milieu de 1918, après que le prolétariat eut pris le pouvoir, quand il faisait face à une guerre civile déclenchée par la bourgeoisie vaincue et ses gardes blancs tsaristes. Les *contras* de cette époque étaient aussi soutenus par les capitalistes restés en Russie et par les impérialistes qui envahirent bientôt le pays dans l'espoir de renverser le régime soviétique. Par conséquent, les bolchéviks, par mesure d'autodéfense, durent aller plus loin que le contrôle ouvrier et exproprier la bourgeoisie. Cela donna naissance au "communisme de guerre", où de fait tout était subordonné à la tâche de gagner la guerre civile; et les travailleurs firent de leur plein gré d'énormes sacrifices pour défendre leur révolution.

Mais alors que l'on se dirige vers l'an VI de la révolution nicaraguayenne, 60% de l'économie est encore entre les mains des capitalistes et on appelle les ouvriers à abandonner leurs misérables quinze mètres de tissu afin de remplir les comptes en banque des patrons avec des "certificats de dépôts en dollars". Sous les coups de l'impérialisme US, les mesures d'urgence des sandinistes reviennent à essayer de mettre en place un "communisme de guerre" sans communisme. Les *comandantes* petits-bourgeois du FSLN essaient toujours de se tenir sur la corde raide, en équilibre précaire entre le prolétariat et la bourgeoisie, tant au niveau international qu'à l'intérieur du pays. Mais en décrétant un embargo commercial, Ronald Reagan a coupé la corde, et il force les sandinistes à parachever la révolution sociale ou à être les victimes d'une contre-révolution sanglante. Les contradictions de la révolution

nicaraguayenne atteignent le point critique.

Quelque part au Nicaragua, un camarade spartaciste est tombé sur un soldat ouvrier du bâtiment auquel il a demandé ce qu'il pensait de l'embargo commercial et des changements survenus depuis la révolution. Le soldat répondit: "Le sandinisme, ce n'est qu'un mot. La bourgeoisie s'enrichit pendant que le prolétariat s'appauvrit. Nous avons fait une révolution, mais il nous reste encore à faire la révolution. As-tu entendu parler de l'expression 'lutte de classe'?" De tels militants représentent l'espoir d'un avenir socialiste pour les masses nicaraguayennes, terriblement pauvres et magnifiquement combattives.

**POUR LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE DANS TOUTE L'AMERIQUE CENTRALE!**

Le 26 février, pendant la mobilisation nationale des milices populaires sandinistes, le mot d'ordre favori était "Fascistes, brigands, allez-vous rhabiller -- voici venir la classe ouvrière avec tous ses bataillons!" Il faut que ce mot d'ordre devienne réalité, et cela signifie qu'il faut se rendre compte que les gros bataillons du prolétariat ne sont pas au Nicaragua. La ligne de défense du Nicaragua passe par San Salvador, où un mouvement ouvrier combatif réémerge après plusieurs années d'existence clandestine; elle passe par le Mexique, où les cinq millions d'ouvriers qui forment un puissant prolétariat subissent un programme d'austérité dicté par le FMI; elle englobe les capitales et les centres industriels d'Amérique latine, où une invasion yankee provoquerait des explosions de fureur populaire; et elle inclut en particulier la lutte de classe des travailleurs américains.

En plein milieu de la "crise des Mig" de novembre dernier, quand un avion espion américain SR-71 passait quotidiennement le mur du son au-dessus de Managua pour semer la panique parmi la population, Luis Carrion, vice-ministre de l'intérieur et un des neuf membres du directoire sandiniste, prenait la parole devant une réunion de cadres du FSLN et répondait à la question qui était sur toutes les lèvres: "Est-il possible pour le petit Nicaragua de repousser l'attaque, la guerre de l'impérialisme yankee?" Sa réponse: oui, parce que "ce dont il s'agit, c'est d'une guerre entre une armée impériale, qui se bat pour une cause complètement injuste, loin de son pays, contre un peuple tout entier [...]. La résistance et la lutte tenace, héroïque et déterminée de notre peuple rendront possible la mobilisation de nombreuses forces dans le monde entier et à l'intérieur même des Etats-Unis. Nous allons nous battre essentiellement avec nos propres forces, mais nous n'allons pas nous battre seuls" (*Barricada*, 21 novembre 1984).

Le "petit Nicaragua" ne doit pas rester seul contre la plus puissante machine de guerre impérialiste de l'histoire. Tant que les Nicaraguayens,

Suite page 13



Une unité de l'armée sandiniste transportée sur un lieu d'opérations contre les *contras* par un hélicoptère de fabrication soviétique. Le Nicaragua a besoin pour sa défense des armes soviétiques les plus modernes.

de défense sandinistes (CDS) des *barrios* le 16 mai. Dans la zone 8 de Managua, qui représente les quartiers ouvriers de l'est, nos camarades ont vu environ un millier de personnes défiler avec des tambours et des masques en scandant "Comment défendons-nous la révolution? En construisant le socialisme! Comment construisons-nous le socialisme? En défendant la révolution!" Une pancarte portée par une délégation de "mères de héros et de martyrs" déclarait: "Beaucoup sont partis, d'autres partiront. Nous sommes toujours là, nous qui devons rester, ceux d'entre nous qui ne trahirons jamais et qui n'abandonnerons jamais. S'il y a une invasion nous mourrons dignement, comme le général des hommes libres, Augusto Cesar Sandino. La patrie libre ou la mort."

Les travailleurs et les pauvres du Nicaragua ont abondamment fait la preuve de leur volonté de lutte, en particulier au cours des trois insurrections nationales de

de produits disponibles en quantités toujours plus faibles.

"En conséquence un vaste 'marché noir' s'est développé [...]. Une autre pression a été la proportion grandissante de la classe ouvrière qui ne pouvait pas, avec ses salaires, supporter l'augmentation des prix, et qui donc s'est tournée vers ce type de commerce comme source de revenus."

Dans son "Programme de transition", document de fondation de la Quatrième Internationale écrit en 1938, Léon Trotsky, en se basant sur l'expérience de la révolution d'Octobre, avançait une série de revendications pour mobiliser la classe ouvrière vers la révolution socialiste. Parmi ces revendications, il appelait à former des comités d'usine et des milices ouvrières ainsi qu'au contrôle ouvrier et à l'expropriation des capitalistes. De telles revendications sortent tout droit de la lutte révolutionnaire menée par Lénine en 1917. A la

8 F (port inclus)

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE  
Section sympathisante de la tendance spartaciste internationale

**Pour la révolution politique!**  
Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste.  
(Chine, Cuba, Indochine...)

LE BOLCHEVIK B.P. 42108  
75424 PARIS CEDEX 08

Pris 5F  
Octobre 1978

**Commande:**  
Le Bolchévik B.P. 135-10  
75463 Paris cédex 10

# Sri-Lanka - A bas la terreur d'Etat contre les Tamouls!

Dans l'île de Ceylan (Sri-Lanka), la minorité tamoule ne lutte pas seulement pour ses droits nationaux, elle lutte pour sa survie. Depuis les pogromes de juillet 1983, à l'instigation du gouvernement, les Tamouls de toute l'île subissent une répression sauvage de la part du régime chauvin cinghalais de J.R. Jayewardene. Le mois de mai dernier a vu une nouvelle flambée de tueries qui risque de déclencher des massacres inter-communautaires d'une envergure et d'une sauvagerie dévastatrices.

Au Nord de l'île, dans la péninsule de Jaffna, depuis des années l'armée d'occupation, essentiellement composée de Cinghalais, sème la terreur. Son objectif est d'écraser les jeunes rebelles séparatistes tamouls (appelés communément Tigres), mais ce faisant, elle exacerbe les sentiments indépendantistes en faveur d'un Etat tamoul (Eelam). Il semblerait que le 14 mai dernier, exaspérés par les atrocités quotidiennes de la police et de l'armée, les rebelles tamouls aient risposté. A Anuradhapura, ancienne capitale de la civilisation cinghalaise, aujourd'hui centre de pèlerinage pour les Cinghalais bouddhistes (les Tamouls sont en général de religion hindouiste), des hommes armés et revêtus de l'uniforme de l'armée auraient tiré sans discrimination sur la foule, à un arrêt d'autobus et à l'intérieur des lieux saints, faisant des dizaines de morts, y compris des femmes et des enfants. La presse gouvernementale (et la presse capitaliste étrangère qui considère Jayewardene -- surnommé à



Rajian Devadas

pour quatre ans, jouit déjà de pouvoirs de détention considérables grâce à l'état d'urgence, en vigueur depuis deux ans, qui a été prolongé aujourd'hui. Il a lui-même aujourd'hui défini son pouvoir comme étant "pratiquement une dictature" (New York Times, 25 mai).

Les masses tamoules, victimes d'attaques répétées suscitées par le gouvernement, sont dans une situation désespérée. Les rebelles tamouls qui se livrent à des actions de "représailles" indéfendables contre la communauté cinghalaise ne feront



Spartacist Lanka

rialisme US en 1984. Une victime d'un pogrome anti-Tamouls à Jaffna

qu'on appelle les "Tamouls indiens"; ces derniers avaient été importés en grand nombre par les Britanniques après 1850 pour travailler dans les plantations de thé. Ce fut ensuite le tour de la communauté des "Burghers" (descendants de métissages avec des colons portugais, hollandais et britanniques). Une bonne moitié d'entre eux a émigré. L'état actuel de l'armée -- en fait une bande de voyous indisciplinés qui terrorisent la population du Nord -- est dû en grande partie à l'exclusion des Burghers qui constituaient sous les Britanniques une partie importante du corps des officiers. Plus tard, ce furent les officiers supérieurs catholiques qui devinrent suspects et qui furent évincés. Maintenant, le concept de nation se resserre encore et exclut les "Tamouls de Ceylan". Pour cela, on fait de la religion bouddhiste la religion quasi officielle; des mesures sont prises pour que le cinghalais soit la seule langue parlée, en grande partie afin d'exclure les Tamouls de la fonction publique et des professions libérales; à cela s'ajoutent l'occupation militaire de Jaffna, de plus en plus brutale, et les pogromes dans le Sud en juillet 1983, dont le but était d'éliminer le commerce tamoul dans toute l'île et de repousser toute la population tamoule au Nord. Il semble qu'aujourd'hui ce soit aussi au tour des musulmans d'être mis au ban de la nation.

L'idée d'une nation ethniquement pure est le summum du crétinisme raciste. Le sous-continent indien est un carrefour de peuples depuis des milliers d'années. On a beau, à Sri-Lanka et ailleurs, essayer de cultiver le mythe d'un peuple cinghalais "aryen" et de Tamouls "à la peau sombre", dans les faits Cinghalais et Tamouls ne peuvent pas eux-mêmes se différencier, si ce n'est par quelques petits détails vestimentaires et bien sûr par la langue qu'ils parlent.

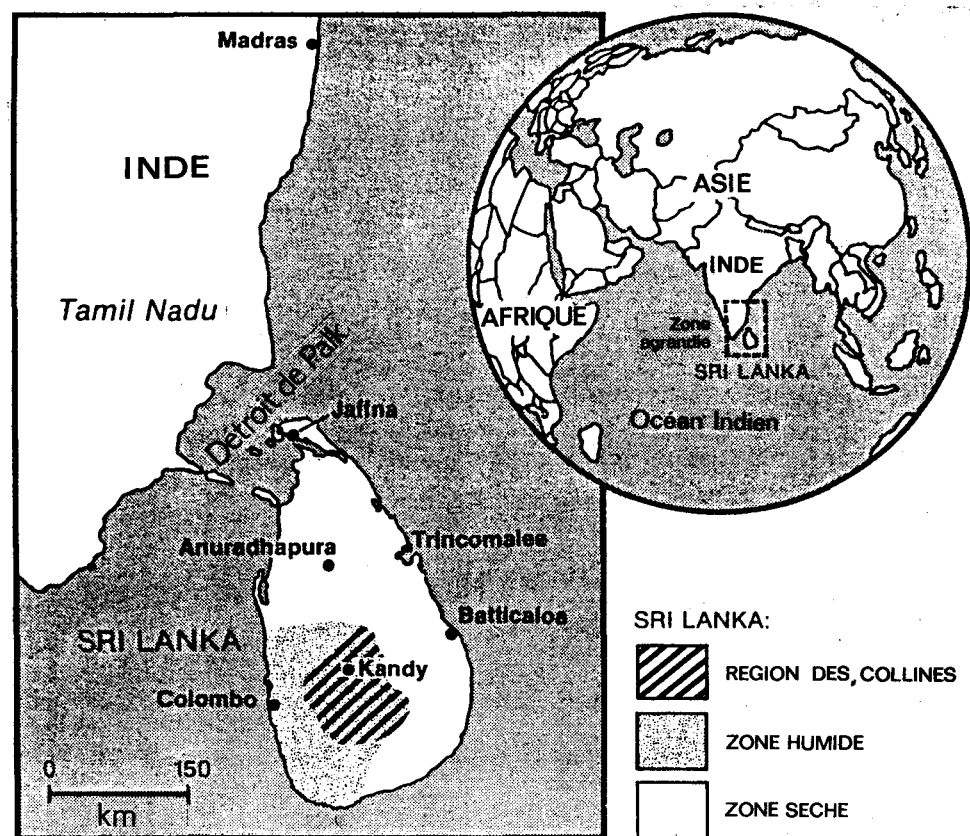
## LA TERREUR ANTITAMOULE POUR "COUPER LE PAYS EN DEUX"

Les pogromes anti-Tamouls de juillet 1983 orchestrés par le gouvernement UNP, et dont l'envergure dépassa largement les explosions de terreur communaliste de 1958, 1977 et 1981, ont marqué un tournant décisif. La vague de terreur anti-tamoule à Colombo, la capitale, et dans le Sud, a été provoquée par des éléments bien organisés, comme par exemple les nervis "syndicaux" du gouvernement (JSS). Des meutes enrégées incendiaient les maisons et magasins tamouls et massacraient à coups de hache hommes, femmes et enfants fuyant les flammes. On a pu constater que ces tueurs étaient souvent accompagnés d'individus qui, munis de registres électoraux,

leur désignaient les cibles. Les pogromes, dont le but était d'éliminer l'importante couche de commerçants et d'hommes d'affaires tamouls, ont considérablement endommagé l'interpénétration économique entre les peuples de l'île. Des milliers de Tamouls ont été tués et plus de 100000 autres ont dû se réfugier dans le Nord ou en Inde. Phénomène nouveau, on terrorise systématiquement la main-d'oeuvre en majorité tamoule des plantations de thé dans la région de Kandy. La surexploitation des Tamouls des plantations, apatrides pour la plupart, rapporte l'essentiel des revenus en devises de Ceylan. 200000 de ces Tamouls ont fui, et cela a créé une pénurie de main-d'oeuvre. Le régime de Jayewardene et consorts essaie de faire porter la responsabilité de la coupure du pays en deux aux Tamouls. Ceux-ci sont de plus en plus gagnés au séparatisme étant donné l'oppression qu'ils subissent et l'occupation de Jaffna par l'armée; mais c'est Jayewardene lui-même qui a coupé le pays en deux, dispersé sa population et poussé les Tamouls dans le "bantoustan" qu'est la péninsule de Jaffna -- une région très pauvre. (Il y a également une petite enclave tamoule dans le Sud-Est, près de Batticaloa). Le but de cette terreur indiscriminée et de ces crimes atroces est de consolider cette situation.

D'après les informations disponibles, dans le seul mois de mai, l'armée et les chauvins cinghalais ont tué quinze civils à Karainagar après une attaque de guérilla contre la base navale et quatorze passagers d'un autobus à Pannai; ils ont abattu quinze personnes à Nainacion et violé deux femmes dans un car à Puttalam; dans la région de Point Pedro, ils ont tué plus de 70 personnes dans un raid de représailles, dont douze écoliers. Ils ont aussi fait sauter un centre d'accueil à Uddupiddy dans lequel ils avaient au préalable enfermé une cinquantaine de jeunes Tamouls. Après l'attaque contre des civils cinghalais à Anuradhapura, l'armée et les communalistes se sont livrés à de nouvelles violences dans l'Est et le Centre de l'île. A Colombo, la police a ratissé les quartiers tamouls et a arrêté au moins 150 Tamouls. Le gouvernement menace d'imposer la loi martiale et prétend qu'il y a un "complot marxiste international" contre la "démocratie". Il semble également que de jeunes Cinghalais aient été arrêtés dans le Sud de l'île.

Après tout cela, le gouvernement conservateur britannique, qui fournit à Jayewardene des patrouilleurs et des "anciens" conseillers du SAS (Special Air Service), refuse l'asile aux réfugiés tamouls sous prétexte qu'ils n'ont pas de "bonnes raisons"



Ceylan "Yankee Dickie" -- comme un allié important du "monde libre") a imputé ce massacre aux Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE). Les LTTE, ainsi que trois autres groupes guérillistes ont le 17 mai publié conjointement un communiqué niant catégoriquement toute implication dans ce crime et le condamnant. Un cinquième groupe, assez important lui aussi, en a fait de même dans un communiqué séparé.

Dans les jours qui ont suivi, des bandes cinghalaises et les forces armées du pays ont massacré des Tamouls sans défense, dont les 48 passagers d'un ferry-boat assassinés par des "inconnus" arrivés sur des patrouilleurs de la marine sri-lankaise. Maintenant, Jayewardene, qui se vante ouvertement de ses pouvoirs dictatoriaux, annonce la création de tribunaux d'exception et envisage d'armer les civils cinghalais: "Le président, qui est encore en place

qu'aggraver cette situation. Les combattants tamouls qui ont une conscience de classe doivent s'opposer farouchement à ceux qui commettent ces crimes communalistes révoltants. Il faut une perspective internationaliste pour mobiliser la classe ouvrière de Lanka, cinghalaise et tamoule, et les classes ouvrières multinationales de l'Inde voisine afin de défendre le peuple tamoul dans un combat révolutionnaire contre les oppresseurs capitalistes réactionnaires.

Depuis 1948, la politique suivie à Ceylan tend à accentuer les clivages communautaires pour déboucher sur une nation ethniquement et religieusement "pure". Et pour ce faire, on applique "la politique du saucisson". L'indépendance en 1948 a réglé la question des Européens. Puis, pratiquement la première chose que fit l'United National Party (UNP), arrivé au pouvoir après l'indépendance, a été de déclarer "apatrides" ceux



de fuir. Le 30 mai dernier, nos camarades de la Spartacist League/Britain ont manifesté à Londres afin de réclamer l'asile politique pour les réfugiés tamouls.

La tendance spartaciste internationale a toujours défendu le droit à l'autodétermination nationale des Tamouls. Autrement dit, nous reconnaissons leur droit à être indépendants et à former leur propre Etat. Mais avant 1983, nous préconisions qu'ils ne fassent pas usage de ce droit. Nous étions pour que la classe ouvrière de Sri-Lanka s'unisse dans un combat contre l'oppression des Tamouls dans le contexte d'une révolution socialiste et dans le cadre de l'Etat unitaire existant. Mais les événements de juillet 1983 ont fait basculer l'équilibre historique. Des centaines de milliers de Tamouls ont été déracinés et l'amertume, l'hostilité et la peur qui en ont résulté ne seront pas faciles à surmonter.

La perspective de combats de classe communs entre le prolétariat cinghalais et la minorité tamoule opprimée est malheureusement ruinée pour les années à venir. La répression meurtrière à grande échelle de la population tamoule de Jaffna et les explosions de violence à l'instigation du gouvernement dans le reste de l'île ont fait passer au premier plan la lutte pour l'Eelam. C'est donc le mot d'ordre de républiques ouvrières fédérées d'Eelam et de Lanka qui exprime maintenant notre perspective de lutte pour un Etat ouvrier à Ceylan. Tout en reconnaissant -- à la différence des nationalistes tamouls qui mettent tous leurs espoirs dans des pressions ou des interventions de l'Inde capitaliste -- que la seule chance réelle pour la minorité tamoule de tirer quelque chose du régime de Lanka est qu'une lutte antigouvernementale se développe dans le Sud, afin que l'appareil répressif étatique soit débordé.

Le régime de Jayewardene se sert de son éternelle campagne contre le "terrorisme tamoul" pour satisfaire ses propres appétits dictatoriaux. Il essaie en même temps de détourner les masses travailleuses cinghalaises de la lutte contre les mesures d'austérité draconiennes que le capital financier international a imposées. Certaines couches de la population cinghalaise, les étudiants, les ouvrières surexploitées de l'industrie textile de la région de Colombo, ont montré, comme les Tamouls des plantations de thé, qu'elle sont prêtes à se battre pour leurs revendications. Ce qu'il faut, c'est une direction révolutionnaire pour diriger la lutte de classe des Tamouls et des Cinghalais contre ce gouvernement cynique et rapace qui veut la peau autant des uns que des autres.

Nous sommes pour le droit à l'Eelam, mais la perspective d'un Etat tamoul indépendant à Ceylan ne nous enchante guère: un mini-Etat dans une région aride, sous-industrialisée et surpeuplée de centaines de milliers de réfugiés sans ressources, n'a pas un avenir très prometteur. A long terme, il ne sera même pas capable d'assurer sa propre survie nationale. Pour des républiques socialistes fédérées de Lanka et d'Eelam!

Pour une révolution ouvrière dans tout le sous-continent indien! Pour une fédération soviétique d'Asie du Sud!

**TROUPES HORS DES REGIONS TAMOULES!**

Aux premiers rangs des massacreurs de 1983, on trouvait des mutins des forces armées de Sri-Lanka. Cette armée était à l'époque peu nombreuse (16 500 hommes dans l'infanterie, 3 000 dans la marine, 2 600 dans l'aviation et 19 500 dans la police) et mal équipée. En abaissant à huit semaines la période d'entraînement, le gouvernement espère recruter un millier d'hommes par mois. Mais les forces armées de Sri-Lanka sont connues pour être les plus mal entraînées et les plus indisciplinées du monde. Dans la péninsule de Jaffna, les soldats se terrent la plupart du temps dans leurs campements et ne sortent qu'en nombre. Ils gardent des jeunes Tamouls en otage pour les abattre en cas d'attaque, sous prétexte de "tentative d'évasion". Et quand un soldat est blessé ou tué, c'est immédiatement les représailles: incendies, pillages, viols et tirs à vue sur n'importe qui. Mais le comportement de l'armée n'est pas seulement une question de mauvaise "discipline"; c'est plutôt une partie intégrante de la politique sanguinaire et chauvine du gouvernement.

La brutalité gouvernementale n'a pas endigué la croissance des groupes tamouls de guérilla. On estime leurs effectifs entre 2 000 et 5 000 "boys" armés. Ils sont de plus en plus efficaces militairement et ont remporté un bon nombre de succès spectaculaires. Un de ces groupes, la Tamil Eelam Liberation Organisation (TELO), a complètement

poignées à s'unifier et à "coordonner" leurs actions. Récemment, les LTTE, la TELO, la Eelam Revolutionary Organisation (EROS) et le Eelam People's Revolutionary Liberation Front (EPRLF) se sont regroupés dans un Eelam National Liberation



**Cueilleuses de thé tamoules. Ces "apatrides" surexploitées fournissent la plus grande partie des devises de Lanka.**

Front (ENLF -- Front de libération nationale de l'Eelam).

Certes, les organisations militaires tamoules remportent quelques succès contre l'armée, mais c'est contre l'ensemble de la population qu'est dirigée la politique du gouvernement qui veut l'affamer et la terroriser pour l'écraser. Le 30 novembre 1984, le gouvernement a annoncé une nouvelle série de mesures draconiennes. Il a déclaré zone interdite toute la côte Nord de l'île, de Mannar à Mullaittivu. La mer est interdite

**Pour une fédération des républiques ouvrières d'Eelam et de Lanka!**

nettoyé une caserne de police à Chavakachcheri le 20 novembre 1984, et le 19 janvier suivant il a fait sauter un train transportant des troupes sur la ligne Colombo-Jaffna. (Le gouvernement a admis avoir perdu 48 hommes, mais les Tamouls disent que c'est beaucoup plus.) A certains moments, ces organisations opèrent sans grande difficulté. Par exemple, vers la mi-février, trente rebelles s'emparaient au grand jour de 10 000 litres d'essence au dépôt principal de la Petroleum Corporation à Jaffna. Les organisations tamoules rivales, et en particulier deux des plus importantes, les LTTE et la People's Liberation Organisation of Thamil-eelam (PLOT), n'hésitent pas à régler leurs divergences politiques à coups de mitraillettes. Mais l'offensive gouvernementale les a

sur une bande de 8 kilomètres et la terre sur 100 mètres. 97 000 pêcheurs se sont retrouvés immédiatement sans abris et sans moyens d'existence. Il faut maintenant un permis spécial pour tous les véhicules, y compris les bicyclettes. Les quelque 700 000 bicyclettes jouent un rôle important dans le transport des vivres et des gens dans la province du Nord. Maintenant, seul le détenteur de ce permis et sa famille proche peuvent utiliser la bicyclette et les permis ne sont délivrés que par les officiers de police de haut rang. Dans la péninsule de Jaffna, un seul commissariat de police reste ouvert, à Jaffna même. Les Tamouls répugnent à s'en approcher. A juste titre: beaucoup de ceux qui y sont entrés n'en sont jamais ressortis! Le couvre-feu désorganise la distribution de vivres et de combustibles, ainsi que la moisson; la circulation des personnes est soumise à restrictions; l'armée détruit les canalisations, etc. Tout concourt à la politique délibérée de famine et de destruction des ressources. Et avec sa notion de "transfert de responsabilité", le gouvernement fait payer à la population locale tout "incident terroriste" dans le voisinage.

Depuis que Jayewardene a rompu les négociations de la "conférence de la table ronde" en décembre dernier, le gouvernement ne cherche pratiquement plus à faire semblant de trouver un règlement politique. En janvier, il a annoncé qu'il accélérerait son plan de colonisation cinghalaise des anciennes régions tamoules. Les Tamouls se plaignent depuis longtemps de cette colonisation. Ils étaient autrefois largement prédominants à Trincomalee, port maritime stratégique. Aujourd'hui, la population est cinghalaise à 50%. Il est prévu que 200 000 Cinghalais s'installent entre Vavuniya et Elephant Pass, au sud de la péninsule de Jaffna. Des colons "loyaux" (des Cinghalais

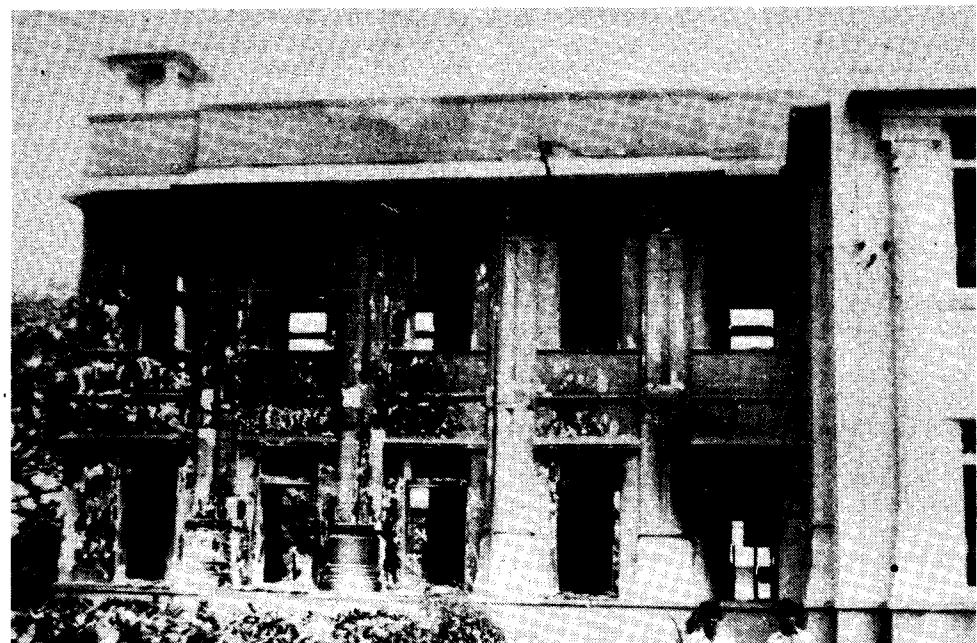
armés) remplaceront les habitants "déloyaux" (les Tamouls). L'accélération de ce programme a fait fuir vers l'Inde en février et mars une nouvelle vague de quelque 15 000 Tamouls. C'est ce que le ministre de la sécurité nationale Lalith Athulathmudali appelle "intégration raciale". Ailleurs dans l'île, dans les provinces orientales, des provocateurs ont organisé des massacres intercommunautaires dans le but d'accroître la tension entre les Tamouls et l'importante communauté musulmane.

On encourage les Cinghalais pauvres à s'installer dans le Nord à coups de subventions de 30 000 roupies (plus de 10 000 francs), une rente mensuelle et 2 à 3 hectares de terrain. Ils sont destinés à devenir la chair à canon d'une meurtrière "conquête du pays". Le gouvernement a été séduit par l'exemple des colonisations sionistes (et il se fait d'ailleurs conseiller par le Mossad). Mais ces colonies-là ne seront pas des kibboutz. Elles n'ont ni la supériorité technologique des kibboutz, ni derrière elles la puissance de l'Etat sioniste. Non, elles seront plutôt au centre d'une guerre intercommunautaire inégale mais tous azimuts. Et les paysans cinghalais qui survivront n'échapperont pas à l'exploitation et à la pauvreté qu'ils pensaient avoir laissés derrière eux dans le Sud. Un des résultats de l'accession au pouvoir de l'UNP en 1977 et de sa politique de "laisser entrer des grands brigands capitalistes" a été l'accélération rapide d'une différenciation capitaliste dans les campagnes. Dans le Sud-Est, les plantations sucrières multinationales ont chassé les paysans cinghalais de leurs terres. Dans le Mahaweli, beaucoup de paysans ont perdu leurs terres et leurs ressources. Dans le même temps, les grands propriétaires, les politiciens de l'UNP et leurs conseillers "spirituels" du clergé bouddhiste engraisent et s'enrichissent.

Une des conséquences de la campagne d'extermination chauvine-cinghalaise, c'est que beaucoup de rebelles tamouls, qui autrefois se faisaient un honneur de ne jamais attaquer de civils cinghalais, ont aujourd'hui changé d'avis. Le 30 novembre 1984, plus de 45 Cinghalais ont été massacrés dans le Vanni dans les fermes de Dollar et de Kent. C'étaient des fermes qui avaient servi de centre de refuge aux réfugiés tamouls des plantations. L'armée en a chassé les Tamouls et les a remplacés par des détenus cinghalais. Les organisations tamoules déclarent que les nouveaux occupants agissaient en fait comme des groupes paramilitaires terroristes. Mais l'attaque de ces fermes va plus loin que de l'autodéfense ou même des représailles contre des gangsters. Hommes, femmes et enfants ont été tués de façon indiscriminée. Quelques temps après, le 2 décembre, onze pêcheurs cinghalais ont été tués à Nayani et Kokkilai, sur la côte Nord-Est. Là encore, on a dit que des nervis cinghalais terrorisaient la région, mais là encore, les "représailles" n'ont pas fait de discrimination. On attribue ces deux attaques aux LTTE, et ceux-ci les ont d'ailleurs justifiées.

On accuse aussi les Tigres d'être les auteurs des massacres d'Anuradhapura, mais ils ont nié toute participation. Certains sympathisants des Tigres soupçonnent même le Janata Vimukthi Peramuna (JVP), organisation de gauche cinghalaise, et nombreux sont les Tamouls qui pensent que les auteurs sont des provocateurs gouvernementaux. Etant donné l'usage fréquent par le gouvernement de la technique du "gros mensonge" et la censure de la presse, il vaut mieux être prudent. Mais le changement de tactique des Tigres, qui sont passés aux représailles indéfendables contre des cibles non militaires, comme l'ont montré les attaques contre les fermes de Dollar et Kent et contre les pêcheurs, rend la version gouvernementale tout à fait crédible aux yeux des masses cinghalaises. Le massacre d'Anuradhapura est présenté comme un raid de représailles pour venger les 70 Tamouls assassinés à Jaffna (après une action de guérilla qui avait coûté la vie à un colonel et à plusieurs soldats). Son but aurait pu être aussi de démontrer qu'il était possible de porter la guerre

Suite page 10



**1981 -- L'armée de J.R. Jayewardene incendie la bibliothèque de Jaffna, une des plus riches du sous-continent indien. Tout un trésor culturel et historique tamoul perdu à jamais.**

## Sri-Lanka...

Suite de la page 9

au coeur du pays cinghalais. Mais ce genre de "représailles" n'est qu'assassinats aveugles et chauvins qui peuvent seulement alimenter la dynamique réactionnaire que souhaitent les chauvins cinghalais. Toutes les organisations de guérilla tamoules sont plongées jusqu'au cou dans le nationalisme dont la logique est au bout du compte "tuer les Cinghalais". Et les Cinghalais, comme les sionistes en Israël, contrôlent la situation tout en se voyant comme une minorité assiégée, menacée en permanence d'être submergée par les dizaines de millions de Tamouls de l'Inde du Sud. Ainsi, le nationalisme des Tigres mène dans une direction qui est non seulement raciste mais mortellement dangereuse pour la minorité tamoule de Lanka.

### USA, BAS LES PATTES DEVANT TRINCOMALEE!

Il faut voir les massacres de Jayewardene dans le contexte de la campagne belliciste de l'impérialisme contre l'Union soviétique. Ils pavent la voie aux plans contre-révolutionnaires de l'impérialisme US dans la région. En effet, il aimerait beaucoup mettre la main sur le port stratégique de Trincomalee, dans l'océan Indien. Ces installations complèteraient son réseau de bases militaires qui va de Diego Garcia à Alice Springs en Australie et qui vise les Etats ouvriers soviétique et vietnamien. Trincomalee est traditionnellement une région tamoule. Voilà pourquoi on pousse la colonisation cinghalaise et on provoque toutes ces violences: cela fait partie du plan de Jayewardene de devenir un des instruments favoris de l'impérialisme US.

En ce moment précis, les Etats-Unis mettent un peu la sourdine avec Trincomalee pour ne pas contrarier Rajiv Gandhi. Ils espèrent en effet que ce dernier fera pour son pays ce que Sadate a fait pour l'Egypte, et qu'il rompra l'alliance avec l'Union soviétique. Mais en attendant, on installe l'émetteur le plus puissant pour Voice of America à Chilaw, sur la côte Nord-Est du pays. Avec cet émetteur, on pourra écouter la propagande contre-révolutionnaire de Voice of America jusqu'en Asie centrale soviétique, en Afrique de l'Est et en Chine. Cet émetteur pourra aussi brouiller le système défensif de communications de l'Inde. En échange de sa loyauté antisoviétique, Jayewardene veut de l'aide pour écraser les Tamouls. Dernièrement, lors d'une visite à son frère spirituel Zia, au Pakistan, il a fait savoir qu'il soutenait les contre-révolutionnaires islamiques en Afghanistan. Dans le même voyage, il a aussi parlé d'autodétermination pour le Cachemire, histoire de provoquer l'Inde.

Le détroit de Palk est un point de tension entre l'Inde et Ceylan. La marine sri-lankaise tire sur tout ce qu'elle y voit, tue des pêcheurs indiens et confisque leur pêche. Au début de l'année, les Indiens ont capturé un patrouilleur de la marine sri-lankaise en guise d'avertissement.

Le gouvernement UNP joue avec le feu et ferme les yeux sur les réalités du pouvoir dans cette région. L'Inde actuellement n'apprécierait guère que des bases US s'installent à sa porte. (Elle n'aime pas non plus voir arriver de Sri-Lanka un nombre toujours croissant de réfugiés, qu'on estime maintenant à plus de 100000.) Et évidemment, le régime de Gandhi ne veut pas avoir l'air d'encourager un mouvement séparatiste. Il a en ce domaine assez de chats à fouetter en Inde. Mais les problèmes à Sri-Lanka pourraient bien faire rompre la corde raide sur laquelle marche le Parti du Congrès dans le Sud de l'Inde. Le Parti du Congrès ne contrôle aucun Etat dans le Sud. Son principal allié, qui gouverne l'Etat du Tamil-Nadu, risque de se désintéresser si son principal dirigeant, un ancien acteur de cinéma paralysé, meurt. Alors, si Jayewardene ne peut pas empêcher le génocide des Tamouls à Sri-Lanka, une invasion de l'île

pourrait bien être une solution plus économique pour le régime de Gandhi que d'avoir à faire face à des troubles au Tamil-Nadu où vivent environ 80 millions de Tamouls.

Jayewardene revient d'un voyage à New-Delhi où il a rencontré Rajiv Gandhi. Ils ont étudié avec leurs ministres respectifs de la "sécurité" et de la "défense" les "moyens de mettre fin à la guérilla des séparatistes et aux actions de représailles des forces de sécurité [...]". Pendant ce temps, la semaine de manifestations pour commémorer le premier anniversaire de l'attaque du Temple d'Or par l'armée indienne a commencé ce week-end, dans le calme" (*Guardian* de Londres, 3 juin).

Presque toutes les organisations tamoules sèment des illusions dans la bourgeoisie indienne. Le principal groupe parlementaire bourgeois, le Tamil United Liberation Front (TULF), plaide ouvertement pour une intervention militaire de l'Inde. Beaucoup de militants tamouls à Lanka, à l'unisson du chauvinisme hindou, refusent de défendre les droits légitimes des Sikhs. Lorsque les Sikhs ont donné ce qu'elle méritait à Mme Gandhi, la commanditaire du massacre d'Amritsar, bon nombre de groupes tamouls se sont répandus en lamentations. Un de ces groupes déclara même que Mme Gandhi était "un des sympathisants les plus proches du peuple opprimé de Tamil Eelam" et que son assassinat était "un des jours les plus sombres de l'histoire de Tamil Eelam" (*Bulletin du PLOT*, vol. 1, n°4, non daté). Un autre groupe pleura "une mère" qui "avait toujours été le garant digne de confiance de leur survie à long terme" (*EROS*, janvier).

Depuis le début, nous mettons en garde contre les illusions dans la bourgeoisie indienne. Nous avons donné l'exemple des Mukti Bahini du Bangladesh en 1971. En prêchant la confiance dans ces alliés capitalistes, les combattants pour la libération des Tamouls ne font que paver la voie à leur répression sanglante.



Manifestation de la LTF contre les pogromes antitamouls de juillet 1983. Cette manifestation était soutenue par plusieurs organisations tamoules à Paris.

Certaines de ces organisations viennent d'ailleurs de recevoir quelques leçons de leurs "amis". Ainsi, des militants tamouls de Sri-Lanka réfugiés en Inde ont été chassés de leur base sur la côte de Thanjavur. Des membres du National Liberation Front of Thamil-eelam (NLFT) ont été arrêtés à Madras pour possession d'armes. D'autres militants, du EPRLF ceux-là, ont été également arrêtés et gardés en détention par des patrouilleurs de côtes indiens. La nouvelle loi de Gandhi contre le terrorisme ne concerne pas seulement les Sikhs, elle vise aussi les militants tamouls. Lorsqu'en avril dernier, le ministre indien des affaires étrangères, Romesh Bandhari, a fortement condamné toute violence, les groupes tamouls ont considéré cela comme une "trahison". Ce n'était pas une trahison, c'était simplement le signe que la bourgeoisie indienne n'est pas le genre d'"amis" dont a besoin la lutte pour la libération des Tamouls.

### LE BONAPARTISME DE JAYEWARDENE

Pour nourrir la répression contre les Tamouls et éviter que les masses

cinghalaises se tournent contre leurs propres exploiters, la bourgeoisie et le gouvernement cinghalais doivent exacerber l'hystérie chauvine. Pour ce faire, ils jouent sur deux tableaux: d'une part sur la crainte d'être une minorité assiégée face à une menace tamoule et indienne, et d'autre part sur le mythe du "peuple élu" de Bouddha, des "fils légitimes de cette terre". Les Maha Sangha, les dignitaires du clergé bouddhiste, sont le fer de lance de cette mobilisation raciste. Des éléments fascistes, comme l'ancien premier ministre Cyril Mathew et d'autres puissantes personnalités dans l'UNP même, poussent sans cesse le gouvernement de Jayewardene à d'autres excès. Mais il y a d'autres contraintes et pressions qui s'exercent sur ce gouvernement et qui accentuent de plus en plus son caractère bonapartiste et dictatorial. Il n'y aura pas d'élections avant 1989 (s'il y en a), et l'on parle beaucoup de coup d'Etat militaire, surtout si Jayewardene, qui est assez âgé, venait à mourir. Et dans le même temps, les masses cinghalaises ne forment pas un bloc monolithique de réactionnaires racistes. La classe ouvrière cinghalaise a en fait une longue histoire de luttes combattives qui furent même parfois dirigées par des organisations se réclamant du trotskysme (Cf. "The Struggle for Trotskyism in Ceylon" [La lutte pour le trotskysme à Ceylan] par Edmund Samarakkody, *Spartacist* édition anglaise n°22, hiver 1973-74). L'année qui vient de s'écouler a vu pas mal de luttes ouvrières assez combattives et une certaine résistance contre le régime.

L'économie du pays a été complètement ruinée -- et pas seulement par le régime actuel. Elle est maintenant dans une situation désespérée, ce qui fournit un terrain favorable aux fanatiques religieux. Mais cela donne aussi des occasions de luttes de classe contre l'ennemi commun. Sri-Lanka est le pays au monde qui dépend le plus de l'aide extérieure; mais depuis juillet 1983, tant l'aide

grâce à une flambée mondiale des prix du thé. Mais ce sont des Tamouls qui produisent cette richesse! Au point de vue économique, les travailleurs des plantations de thé sont et resteront potentiellement la couche la plus puissante de la classe ouvrière de Lanka. La base matérielle du réformisme parlementaire qui pourrait les principales organisations de la classe ouvrière sri-lankaise, c'est la surexploitation des Tamouls "apatrides", sans aucun droit, et en grande majorité des femmes, qui travaillent sur les plantations de thé. (C'est aussi sur cette surexploitation que reposent diverses mesures sociales comme l'école gratuite, un des acquis sociaux du pays.)

Les travailleurs des plantations de thé, abandonnés par la gauche réformiste et auxquels les divers nationalistes tamouls n'offrent que l'hospitalité à Eelam, ont encore un pouvoir qui peut être crucial pour une solution progressiste à Ceylan. L'an dernier, du fait du boom sur les prix mondiaux du thé et de la pénurie de main-d'œuvre causée par les pogromes, ils ont fait grève et gagné des augmentations de salaires. Depuis, plusieurs grèves de moindre importance ont éclaté, souvent contre le harcèlement de militants syndicaux ou de jeunes par la police. A Kandy, les dirigeants bouddhistes ont réclamé qu'on remplace les Tamouls par des Cinghalais parce que "la main-d'œuvre des plantations devient une grande source d'ennuis pour la nation". Mais le salaire d'un journalier non syndiqué est supérieur à celui des travailleurs des plantations, et aucun paysan cinghalais ne voudrait travailler dans ces conditions d'esclavage (c'est bien pour cela qu'on avait été chercher des Indiens). Les travailleurs des plantations, terriblement opprimés et exploités, occupent donc une place stratégique et ont montré une volonté de lutter.

Après l'exportation du thé et les devises des émigrés, c'est l'industrie de la confection qui rapporte le plus à Lanka. Dans la zone de libre échange et dans d'autres usines des environs de Colombo, on a fait miroiter aux investisseurs étrangers la possibilité d'exploiter une main-d'œuvre disciplinée et éduquée pour moins d'un dollar par jour et de faire ainsi de gros profits. Mais l'an dernier, les ouvriers du textile -- essentiellement de jeunes Cinghalaises -- ont fait plusieurs grèves très dures, dans des usines comme Polytex, Magnum Garments et dernièrement Apparel Exports, pour obtenir des améliorations de salaires et de conditions de travail (Cf. dans ce numéro l'article-page 11). Ce sont les flics qui massacrent les Tamouls qui ont chargé les piquets de grève de ces ouvrières. C'est le gouvernement qui opprime les Tamouls qui supervise la surexploitation de ces jeunes Cinghalaises. La résistance de ces femmes et la lutte des travailleurs des plantations, si elles sont reliées entre elles par un programme et un parti révolutionnaires, pourraient sonner le glas du capitalisme à Lanka.

Les masses travailleuses cinghalaises ont elles aussi des tas de raisons de se soulever contre le régime bonapartiste de Jayewardene. Il les presse au profit de la bourgeoisie et de l'impérialisme international. Que les flics écrasent les grévistes, les étudiants, les femmes -- comme à la manifestation pour la Journée internationale des femmes à Colombo cette année --, voilà ce que le gouvernement veut pour "son" peuple. Lorsque le gouvernement a imposé aux parlementaires de prêter serment contre le séparatisme, c'était pour se débarrasser des parlementaires tamouls de Jaffna. (Ils constituaient l'essentiel de l'opposition en 1977, quand les électeurs ont rejeté en masse le Sri-Lanka Freedom Party, SLFP.) Mais c'était aussi dans le cadre d'une offensive contre les formes de la démocratie bourgeoise. Tout ce que le capitalisme peut faire maintenant c'est briser les grèves, supprimer les aides sociales, censurer, attaquer les étudiants, donner des pouvoirs dictatoriaux à Jayewardene, instaurer la loi martiale dans le Nord, ruiner les plantations et semer la violence entre les diverses communautés. Il faut

Si l'économie ne s'est pas complètement effondrée, c'est seulement

# Sri-Lanka -- La grève héroïque des ouvrières du textile

Les ouvrières du textile forment avec les travailleurs tamouls des plantations de thé (en majorité des femmes) le cœur de la classe ouvrière de Sri-Lanka. Ces femmes sont doublement opprimées et travaillent dans des conditions proches de l'esclavage. L'année dernière et cette année encore, ont éclaté des grèves des ouvrières du textile, des grèves longues et amères.

En février 1984, les ouvrières de Polytext commençaient une grève qui après six mois de lutte acharnée se terminait par une victoire. Ces jeunes femmes travaillaient pour moins de 10 francs par jour. Leur usine est située dans la "zone de la commission économique du grand Colombo", une zone franche mise sur pied par le régime réactionnaire de Jayewardene pour constituer une zone privilégiée où les sociétés étrangères bénéficient de bas salaires et de l'absence de syndicats.

Les militants de la tendance spartaciste internationale (TSI) à Lanka ont mené une campagne de solidarité financière à l'université de Colombo, pendant qu'ailleurs dans le monde la TSI collectait de l'argent pour les grévistes. Une des dirigeantes des ouvrières de Polytext a ainsi pu s'adresser aux étudiants de l'université de Colombo au cours d'un meeting organisé par les militants de la Spartacist League/Lanka (photo en haut).

Durant l'été 1984, les ouvrières de Magnum, à Ratmalana, entraient à leur tour en lutte. Là aussi la TSI entreprenait de les soutenir par des collectes financières, et le 10 février dernier plus de 100 militants et militantes de Magnum assistaient à un meeting au cours duquel un représentant de la TSI leur a remis 13000 roupies (5200 F) collectées auprès de syndicalistes australiens. D'autre part, *Workers Vanguard*, le journal de nos camarades de la Spartacist League/US (SL/US), a reçu du All Ceylon Commercial and Industrial Workers' Union un appel urgent en faveur des ouvrières en grève d'Apparel Exports, à Ratmalana (photo en bas). Le Partisan Defense Committee, organisation de défense lutte de classe et non sectaire en accord politique avec la SL/US, collecte des fonds pour les remettre au syndicat de ces ouvrières. Nous encourageons nos lecteurs à exprimer leur solidarité internationaliste en répondant généreusement à cet appel. Mandats internationaux à l'ordre de: Partisan Defense Committee, P.O. Box 99, Canal Street Station, New York, NY 10013, avec la mention "grévistes du textile à Ratmalana".



All Ceylon Commercial and Industrial Workers' Union



Spartacist Lanka

construire un parti révolutionnaire pour lier entre elles toutes les revendications des ouvriers et des paysans dans un combat uni contre le capitalisme.

Le Fonds monétaire international réclame encore plus d'austérité pour Lanka; il veut même démanteler l'éducation nationale. En janvier dernier, le parlement a voté un amendement à la loi sur les universités, qui autorise les universités privées, que seuls les riches peuvent se payer, et qui abolit les conseils étudiants démocratiquement élus. Premadasa, le premier ministre, a déclaré à ce propos que le gouvernement ne voulait pas de "mini-élections générales" chez les étudiants. Ces mesures ont provoqué à Colombo d'importantes manifestations étudiantes que la police a réprimées à coups de matraques et de gaz lacrymogène. Des dirigeants de l'opposition ont été arrêtés, plusieurs universités fermées et tout reportage sur les affaires universitaires et étudiants totalement censuré. Et pourtant, le 20 février, les étudiants se sont rassemblés pour huer Jayewardene lorsqu'il a ouvert la première session du parlement.

## LA GAUCHE FRONT-POPULISTE TRAHIT LE PEUPLE TAMOUL

Les crétinistes parlementaires cyniques de la gauche sri-lankaise essaient de canaliser les manifestations de colère comme le mouvement des étudiants dans de nouvelles combinaisons de collaboration de classes. Ils essaient de requinquer leur vieux bloc avec le SLFP qui a toujours été encore plus hostile aux droits des Tamouls que l'UNP. Le SLFP a été fondé par S.W.R.D. Bandaranaike au début des années 50. C'était une scission populiste-nationaliste de l'UNP, alliée au clergé bouddhiste. Le SLFP a fait sa grande entrée sur la scène politique au milieu des années 50, avec une campagne raciste pour l'utilisation exclusive de la langue cinghalaise. Quant aux partis ouvriers, le LSSP (Lanka Sama Samaja Party), souvent qualifié à tort de "trotskyste", et le Parti communiste (PC), ils ont vite flairé la possibilité de portefeuilles ministériels dans un gouvernement de "front unique" avec le SLFP. Les réformistes se sont alliés au SLFP contre "l'ennemi principal", l'UNP, qui a toujours ouvertement représenté la couche supérieure de la classe capitaliste et qui était l'instrument préféré du capitalisme britannique. Le LSSP

et le PC ont définitivement capitulé en entrant carrément dans un gouvernement SLFP dans les années 60. (La tendance spartaciste à Lanka est issue de la gauche du LSSP autour de E. Samarakkody, qui en avait scissionné en opposition à la participation du LSSP à un gouvernement bourgeois.) La politique de collaboration de classes de la gauche opportuniste l'a donc conduite tout droit dans une alliance avec le racisme cinghalais-bouddhiste et lui a fait tourner le dos à l'honorable histoire de soutien aux droits de la minorité tamoule.

En 1977, le front populaire sombra dans la débâcle et l'UNP remporta les élections parlementaires avec une large majorité. Les masses travailleuses s'attendaient à ce que "leur" gouvernement (dirigé par la veuve de Bandaranaike) améliore substantiellement leur niveau de vie. Mais le régime de Mme B. est devenu synonyme de corruption; l'économie (dont les plantations nationalisées) était un désastre et lorsqu'en 1971 des milliers de jeunes paysans cinghalais, dirigés par le JVP, se soulevèrent et manifestèrent leur colère contre les promesses non tenues et le chômage, ils furent noyés dans le sang. Mme B. maintint un état d'urgence très strict pendant plusieurs années et pava ainsi la voie à la victoire électorale fracassante de Jayewardene. Quand les masses commencèrent à déchanter, le PC et une scission de gauche du LSSP (qui forma le Nava -- nouveau -- Sama Samaja Party -- NSSP) se mirent à faire quelques autocritiques; mais les opportunistes restent dans leur ensemble toujours très attachés à la perspective de nouvelles alliances avec le SLFP.

Il y a quelques temps, on a vu fleurir sur les murs des affiches dont le but était de semer une "grande peur" des Russes. Elles disaient que l'URSS soutenait les Tamouls dans le Nord. Le PC s'empressa alors de démontrer sa loyauté à l'Etat cinghalais et traita de "terroristes" les rebelles tamouls: "Ce sont des pays comme l'Amérique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest qui aident, soutiennent et donnent asile aux terroristes du Nord. C'est dans ces pays-là qu'on ramasse de l'argent à grande échelle pour leur mouvement [...]. Mais l'URSS n'a accordé sa protection à aucun jeune Tamoul. Là-bas on ne collecte pas d'argent pour le mouvement terroriste" (*Aththa*, 1er décembre 1984). Le PC s'engagea aussi à "donner le soutien nécessaire au gouvernement

en ces temps de grave crise".

Le NSSP, qui est lié à la malnommée tendance "Militant" du Parti travailliste britannique, essaie de remplir le vide à la gauche du LSSP et du PC et en général n'ose pas trop claironner son soutien à Mme B. Mais il reste attaché au bloc de collaboration de classes avec le SLFP. Au cours des manifestations étudiantes, le NSSP se démenait comme un beau diable pour mettre sur pied un "groupe d'action conjointe" incluant le SLFP, le MEP et le SLMP. Le MEP est un groupe chauvin dont le dirigeant s'est construit une réputation au parlement en demandant plus d'armes pour les troupes gouvernementales au Nord. Et le SLMP, qui selon la "théorie" du NSSP serait "une organisation de la classe ouvrière", est un parti bourgeois dirigé par la fille et le gendre de Mme Bandaranaike et qui veut se faire le champion de "l'inviolabilité de l'unité de l'Etat".

Le NSSP prétend quelquefois soutenir le droit à l'autodétermination des Tamouls, mais, selon l'usage bien connu chez les pseudo-marxistes, il ne donne pas à cette autodétermination le sens de droit à la séparation. Le NSSP a donc soutenu l'"autonomie" sans signification proposée par Jayewardene à la "Conférence de la table ronde". Wickramabahu Karunaratne, du NSSP, écrivait ainsi: "Parler de séparation avant de prendre le pouvoir, c'est mettre la charrue avant les boeufs. La séparation ou l'intégration dépendent entièrement de quels changements se produisent dans la nation cinghalaise" ("Lettres à un Samasamajiste tamoul", souligné dans l'original).

Autrement dit, tout dépend des Cinghalais. Pour le Dr Karunaratne, l'autodétermination des Tamouls doit être soit l'intégration à Lanka, soit l'unification avec les Tamouls de l'Inde du Sud. Le NSSP a d'ailleurs scandaleusement fait silence sur la collecte d'argent du Fonds national de défense au bénéfice de la guerre chauvine du gouvernement.

On a vu apparaître récemment un nouveau courant de partisans de salon de la "lutte armée". Dayan Jayatileka est un des principaux idéologues de ces fans de la "voie nicaraguayenne". Il faut dire à son crédit qu'il s'est prononcé pour le droit à l'autodétermination des Tamouls. Mais il suffit de gratter un peu son vernis "combatif" pour voir apparaître le bon vieux suivisme du front populaire qui a conduit ses prédécesseurs à s'allier aux chau-

vins du SLFP. En 1984, Jayatileka s'extasiait sur le SLMP, reprenant les prétextes utilisés autrefois pour se mettre à la traîne du SLFP: ce serait soi-disant un mouvement de dynamique de masse ayant un caractère de classe indéterminé: "[...] le SLMP ne s'est pas encore cristallisé en parti où une classe particulière et identifiable a gagné l'hégémonie et exprime ses intérêts [...]. C'est en fait un phénomène plus sain, qui a un potentiel plus grand: un bloc multiclassés, une formation politique de transition et peut-être l'embryon d'un mouvement de masse" (*Lanka Guardian*, 15 mai 1984).

Actuellement, c'est le JVP qui est à la tête de la meute des chauvins cinghalais. A ses débuts, cette organisation de gauche s'était formée en réaction aux trahisons de la gauche réformiste. Mais -- et c'est le reflet de sa base: la jeunesse petite-bourgeoise cinghalaise radicalisée -- il y a toujours eu une pointe de chauvinisme antitamoul dans le JVP. Il parlait d'"expansionnisme indien", ce qui est un mot de code pour dire que les Tamouls de Sri-Lanka sont la cinquième colonne de l'Etat indien. Le JVP a été très populaire parmi les étudiants pendant des années; il dominait les conseils étudiants partout (sauf à Jaffna). Depuis juillet 1983, il est une des cibles privilégiées de la chasse aux sorcières du gouvernement qui cherche à faire l'amalgame entre les "terroristes" tamouls, l'URSS et les "extrémistes" du Sud.

Le JVP a adopté une ligne virulemment antitamoule. Il nie avec véhémence tout rapport avec les combattants pour la libération tamoule et dit que leur lutte est un "complot impérialiste". Il attaque le gouvernement de la droite et dénonce ses "tentatives secrètes d'imposer au pays une solution fédérale". Le JVP s'est engagé à ne pas attaquer l'armée ou la police en paroles ou en actes lorsqu'elles combattent le "terrorisme". Wijeweera, dirigeant du JVP, demande des "sacrifices" pour la nation, et le mot d'ordre du JVP est "défaite pour Eelam". Pour le 1er mai de cette année, le JVP a publié des résolutions dans son journal syndical *Malima* qui disent que le mouvement tamoul "grouille d'agents de la CIA qui agissent en fonction de la stratégie de l'impérialisme américain dans la région [...]. Le mouvement révolutionnaire de ce pays rejette l'idéologie eelamiste et leurs actions violentes." La résolution attaque l'UNP pour avoir "conduit

## Mineurs...

Suite de la page 5

Ca m'a fait comprendre que les souffrances et l'oppression que nous subissons à cette époque, les flics et l'Etat les font subir à ces gens-là tous les jours de leur vie. Et à cause de ça, eux-mêmes ont compris qu'ils avaient là une occasion de faire alliance et de s'identifier avec une force qui luttait pour tous ceux qui haïssent Thatcher et le système capitaliste. Ca m'a fait comprendre, à moi et à plusieurs de mes camarades, que les syndicats ne doivent pas juste se battre pour défendre leurs intérêts propres mais aussi pour les intérêts des minorités ethniques. Comme avec la grève à Kewal Brothers: des femmes asiatiques, en majorité, qui ont lutté pour la reconnaissance de leur syndicat dans une petite usine de confection à Birmingham; moi et d'autres mineurs en grève avons participé à leurs piquets de grève au cours de notre grève. Elles étaient exploitées par le système du "sweat shop" [boîte-bagne] qui est très répandu pour les travailleurs asiatiques. De la même manière, le syndicat doit prendre la défense de ceux qui se battent contre le racisme, comme ces sept jeunes Asiatiques, dans le Nord-Est

liées à l'industrie minière, comme les chemins de fer, la sidérurgie, les docks, le transport maritime et routier, et notamment un syndicat comme le NUR [syndicat des cheminots] ou le Transport and General Workers Union [syndicat des routiers]. Les bureaucrates ont parlé haut et fort sur le soutien aux mineurs, mais ils ont tous refusé de s'engager concrètement. C'est le genre de combat que le camarade Patrick, qui parlera après moi, a mené dans son industrie. Il fallait une grève générale, mais vers où les travailleurs se sont-ils tournés? Pas vers le Parti travailliste et ce traître de Kinnock [le secrétaire général du Parti travailliste] qui a attaqué les mineurs sur les piquets de grève affrontant la violence de l'Etat pour défendre leur syndicat. Le fait est que Kinnock a condamné la violence des mineurs sur les piquets de grève et, ce faisant, a soutenu la violence de l'Etat. Seul le dernier des idiots et une fripouille peuvent croire qu'on peut mettre fin à la bataille entre la classe ouvrière et les capitalistes autour d'une tasse de thé et d'une assiette de petits gâteaux. Quant au TUC, cette pouponnière pour la Chambre des lords, son mot d'ordre c'est: "Pas de vagues". En fait, ce n'en est que la moitié; c'était évident depuis le début que le TUC ne ferait que

des syndicats à Cheltenham. C'était le feu vert donné à Thatcher pour une attaque en règle contre le NUM, et le NUM a subi seul pendant douze mois la pression de l'Etat. Donc, nous en arrivons à la conclusion qu'aucun syndicat ne peut affronter à lui tout seul une pression comme celle dont nous avons fait l'expérience. Pourquoi devons-nous supporter cela, pourquoi? A cause de la direction traître de la bureaucratie à l'intérieur du mouvement syndical. Ces Conformistes [jeu de mot entre réformiste et anglican] qui en ce moment tâtent de la botte qui a essayé de nous écraser. Oui, Thatcher a gagné contre la grève, mais elle n'a pas écrasé le syndicat. La grève a eu comme effet de laisser un noyau de militants syndicaux endurcis, et à côté de ça nous avons les groupes femmes de soutien et les organisations qui ont été construites pendant la grève. La prochaine fois que la guerre de classe éclatera, les travailleurs doivent avoir un parti; un parti qui ne tolérera

ni jaunes ni Conformistes, mais un parti révolutionnaire qui luttera pour un véritable gouvernement ouvrier, comme l'ont fait les bolchéviks en 1917. Un gouvernement ouvrier basé sur les propres organisations des travailleurs et pas sur les parlementaires. Il nous faut un gouvernement ouvrier qui exproprie les capitalistes et construise une société socialiste qui permettra à tous de mener une vie décente. Je voudrais simplement citer *Workers Hammer* -- c'est à propos d'Arthur Scargill à la fin de la grève: "Prenant la parole à la dernière conférence du syndicat des graphistes, TASS, Scargill a expliqué que le principal 'succès' de la grève était que le Parti travailliste est 'en tête dans les sondages à cause de ce qui s'est passé pendant les douze derniers mois'" [*Workers Hammer* n°70, juin]. Maintenant, je pourrais dire à Arthur Scargill que je n'ai pas fait tout ça pour faire grimper la cote du Parti travailliste dans les sondages [...]. ■



La grève est finie. 1800 mineurs, accompagnés de tout le village musique en tête, retournent à la mine de Grime-thorpe la tête haute. Personne n'a brisé la grève dans ce bassin.

Franklin/Sygm

de Londres, qui se sont défendus contre des assassins fascistes et qui passent maintenant en jugement et risquent d'être envoyés en prison par l'Etat qui défend ces nervis.

Bien que tous les syndicalistes aient répondu de manière formidable à nos appels en nous donnant de l'argent et de la nourriture, nous étions toujours confrontés au refus d'étendre la grève manifesté par la direction des syndicats. Par exemple, avec les deux grèves des docks de l'été dernier, il y avait une occasion en or pour mobiliser la classe ouvrière tout entière dans une grève aux côtés du NUM. Comme l'a expliqué sans cesse notre journal *Workers Hammer* [journal de la Spartacist League/Britain], il fallait se battre pour une grève nationale, en particulier dans les principales industries

brader la grève, comme il l'avait fait avec la grève générale de 1926. Parce qu'en 1983, au congrès du TUC de Blackpool, on pouvait voir clairement de quel côté était le TUC quant au défi lancé par le gouvernement conservateur. Arthur Scargill, le président national du NUM, était attaqué pour sa position sur Solidarnosc en Pologne. Et les bandits du WRP [Workers Revolutionary Party] de Gerry Healy ont attendu sept semaines avant de publier ses deux déclarations comme quoi Solidarnosc était une organisation antisocialiste, donnant ainsi aux antisoviétiques fanatiques de l'aile droite du TUC l'occasion d'isoler le NUM, et ce, dans le cadre du tohu-bohu antisoviétique sur l'avion espion coréen. On a appelé la politique du TUC à ce congrès le "nouveau réalisme", et c'était un engagement vis-à-vis du gouvernement conservateur à ne pas s'opposer à la législation antisindicaliste et surtout à l'attaque qui allait venir contre le NUM. Le syndicat jaune Solidarnosc, que le TUC soutient comme le font Thatcher et Reagan, est dirigé par Lech Walesa qui, pendant la grève, a déclaré que Thatcher était une femme avisée et courageuse et qui a accueilli en Pologne des jaunes de Nottingham. Comment faire confiance à des gens de cette espèce pour lutter pour les droits de la classe ouvrière? Dans ce pays, la majorité des gens qui haïssent l'Union soviétique sont les mêmes que ceux qui haïssent le mouvement syndical et qui adorent les jaunes. On a pu le constater avec l'expérience de la grève des ouvriers de l'imprimerie et l'interdiction des syndicats au centre d'espionnage du gouvernement à Cheltenham. Le TUC a laissé tomber le syndicat de l'imprimerie, le NGA, quand les tribunaux ont déclaré sa grève illégale, et il a appelé à une faiblarde journée "d'inaction" contre l'interdiction

## Lettre...

Suite de la page 2

d'adhérents" et "Montand vient de signer l'arrêt de mort de quelques immigrés de plus".

Dans une interview qui a immédiatement suivi l'émission, Hérnu, pour montrer que Montand n'avait pas le monopole du salut de la France, déclara, dans le style de l'adjudant-chef éthylique qui vous accueille pour les classes: "[...] être moderne, être jeune et être patriote, c'est renforcer la sécurité de son pays, de l'Europe" (Repos, pouvez fumer). Quatre ans de délire antisoviétique,

de meurtres racistes, d'austérité, c'est le bilan de quatre ans du front populaire de Mitterrand. La jeunesse de France doit maintenant suivre l'exemple des jeunes Américains qui s'insurgent contre Reagan. La classe ouvrière doit bander ses forces, en s'inspirant de l'héroïque combat mené par les mineurs britanniques contre Thatcher, pour empêcher les dizaines de milliers de licenciements prévus à Renault. Sinon les maniaques de l'holocauste nucléaire auront les mains libres pour mettre leurs projets à exécution.

Salutations communistes,

Jean-Luc

## Sri-Lanka...

Suite de la page 11

le pays au bord de la sécession" et dans les faits réclame l'arrestation d'Amirthalingam, le plus éminent des respectables parlementaires tamouls. Il affirme que Jayewardene "blanchit Amirthalingam qui entretient des rapports avec des organisations qui pratiquent la violence pour faire bifurquer le pays", et qu'il continue à laisser Amirthalingam "agir en toute liberté contrairement au cinquième amendement" (qui interdit qu'on se prononce pour l'Eelam). Le JVP, né en opposition aux trahisons de la "vieille gauche" l'a maintenant largement rattrapée en ce qui concerne la capitulation devant le chauvinisme cinghalais.

### POUR UNE REVOLUTION OUVRIERE DANS TOUTE L'ASIE DU SUD!

La situation dans l'île évolue vers des massacres encore plus sanglants. Les principaux partis de gauche à Lanka sont enfoncés jusqu'au cou dans la collaboration de classes et le chauvinisme cinghalais. Les organisations guérillistes tamoules sont nationalistes, s'accrochent aux basques de la bourgeoisie indienne et ne s'occupent pas des luttes cruciales qui se mènent dans les plantations de thé. Il faut construire un parti

ouvrier révolutionnaire, qui s'oppose aux alliances de front populaire et qui défend avec fermeté le droit à l'autodétermination des Tamouls. C'est ce pour quoi la Spartacist League/Lanka se bat. Auprès de certains militants tamouls, la SL/Lanka, malgré sa petite taille, s'est taillée la réputation de défenseurs des droits nationaux des Tamouls parmi les Cinghalais. Il faut maintenant forger un petit noyau bolchévique de militants tamouls, y compris parmi ceux qui sont en exil en Inde, et le lier à la construction d'un parti trotskyste dans tout le sous-continent. Dans leur journal (*Lanka Spartacist* n°8, janvier-mars), nos camarades avancent les mots d'ordre révolutionnaires qui doivent servir de base à la formation d'un tel parti:

- Pas nation contre nation, mais classe ouvrière contre classe capitaliste!
- Pas un sou, pas une goutte de sang pour la guerre raciste!
- Pour le droit de la nation tamoule à l'Eelam!
- Libération de tous les prisonniers politiques accusés d'être des "terroristes"!
- A bas la campagne de guerre antisoviétique!
- Pour une république socialiste fédérée de Lanka et d'Eelam!
- En avant vers une république socialiste soviétique de l'Asie du Sud!

Traduit de Workers Vanguard n°381

**WORKERS HAMMER**

Thatcher vindictive in victory  
**Miners defiant in defeat**

**ABONNEZ-VOUS!**

30 F les 10 numéros

Le Bolchévik B.P. 135-10  
75463 Paris cédex 10

**Lanka Spartacist**

N°8 (en cinghalais)  
janvier 1985 5 F

Supplément en anglais 3 F

Commandes

Le Bolchévik - B.P. 135-10  
75463 Paris Cédex 10

# De retour du Nicaragua...

Suite de la page 5

seront forcés de se battre "essentiellement avec leurs propres forces", ce sera un affrontement complète-

de gauche du Salvador depuis maintenant plusieurs années, depuis, en fait, que Washington a commencé à glapir que les sandinistes "exportent la révolution" et qu'il a organisé son armée de mercenaires *contras* et ses menaçantes manoeuvres militaires au Honduras voisin. L'écrivain libéral péruvien Mario Vargas, dans un article récent publié par le *New*

la lutte à travers la péninsule est directement responsable de la situation actuelle, où les généraux américains peuvent espérer isoler complètement le Nicaragua.

Il n'y aurait pas un cordon de camps *contras* et de bases américaines dans l'étroit couloir qui sépare le Nicaragua des zones contrôlées par les insurgés au Salvador si, en 1979-83, les sandinistes avaient continué leur offensive et constitué un seul front avec les Salvadoriens. Le fait que le FSLN n'ait pas atteint cet objectif constitue une expression de sa politique de "non-alignement", de coexistence avec l'impérialisme yankee. Et ce nationalisme qui mène à sa propre défaite est partagé par le Front démocratique révolutionnaire/Front Farabundo Martí de libération nationale (FDR/FMLN) salvadorien. Le FMLN a même exigé qu'une de ses composantes, le Parti ouvrier centraméricain, rompe ses liens avec ses camarades honduriens; c'était une condition pour faire partie du front! Et Guillermo Ungo, le dirigeant du FDR, accepte le prétendu "droit d'arrêter l'expansion du communisme" en Amérique centrale que s'octroient les Etats-Unis (*Baltimore Sun*, 3 mai 1983).

Plus que partout ailleurs sur cette planète, la nécessité d'une révolution prolétarienne internationaliste devrait sembler évidente dans cette région formée de mini-Etats, qui faisaient autrefois partie d'une seule union centraméricaine et qui par eux-mêmes sont condamnés au sort de républiques bananières, caféières ou sucrières soumises aux diktats et aux déprédations du géant impérialiste du nord. Mais au cours de discussions avec des groupes d'opposition de gauche au Nicaragua, nos camarades n'en ont trouvé aucun qui rompe fondamentalement avec le nationalisme petit-bourgeois des sandinistes. Tout au plus rêvent-ils de se retrouver à la place du FSLN en train d'administrer un Etat ouvrier déformé sur le modèle cubain. Le Mouvement d'action populaire (MAP) marxiste-léniniste, un groupe ex-maoïste qui a fait campagne aux élections de novembre 1984 sur un programme appelant à la dictature du prolétariat, prête davantage d'attention à la guerre civile au Salvador. Mais sa conception de l'internationalisme consiste en des relations frater-

*crates s'alignent sur Reagan: ils approuvent à une grande majorité l'embargo commercial (pour commencer, c'était leur politique) et ils votent pour les résolutions sur l'aide aux contras" qu'hier seulement ils repoussaient.*

On ne peut pas échapper à la "question russe" au Nicaragua. Par exemple, à l'automne dernier, Washington menaçait de déclencher la guerre si des Mig soviétiques étaient livrés au Nicaragua. Les spartacistes défendent de façon inconditionnelle l'Etat ouvrier soviétique (malgré sa dégénérescence bureaucratique sous le régime stalinien); ces dernières années, nous avons dit "A bas la baie des Cochons de Reagan -- le Nicaragua a besoin de Mig!" Mais le MAP, qui caractérise de façon vague l'Union soviétique comme un Etat "révisionniste", sans définir son caractère de classe, se livra à moult contorsions pour écrire un article entier sur la crise des Mig (*Prensa Proletaria*, décembre 1984) sans mentionner une seule fois l'URSS! Quant à ceux qui considèrent nos mots d'ordre sur la défense de l'URSS comme une "provocation", que peuvent-ils dire du voyage de Daniel Ortega à Moscou -- que les Démocrates comme les Républicains ont utilisé comme prétexte pour les sanctions commerciales et les préparatifs d'invasion? Au Nicaragua, c'est l'opposition *bourgeoise* qui attaque les sandinistes pour faire appel à l'Union soviétique.

Au moment où nos camarades étaient au Nicaragua en mai dernier, une polémique faisait rage entre d'un côté le journal du FSLN *Barricada* et le journal pro-sandiniste *Nuevo Diario* et de l'autre le quotidien *La Prensa*, porte-parole des capitalistes, pour savoir qui avait vaincu le fascisme nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale. Sur les murs du local syndical de FANATEX et du siège des syndicats à Managua, nos camarades ont vu, en posters géants, la célèbre photo montrant un soldat de l'Armée rouge hissant le drapeau soviétique au-dessus du Reichstag à Berlin (photo que nous avons publiée dans le *Bolchévik* n° 55, mai). C'était évidemment plus qu'un débat historique. Symboliquement, c'était une bataille pour l'avenir du Nicaragua qui se livrait sur la question du 8 mai 1945. L'Union soviétique continue à être une source d'encouragement pour la révolution ouvrière, non pas à cause de sa direction stalinienne (qui ne rêve que de "détente", même avec un dément contre-révolutionnaire comme Reagan qui proclame que les *contras* sont ses frères et qui rend hommage à des tombes nazies), mais à cause de l'héritage de la révolution d'Octobre.

Une dernière histoire: au cours de nos discussions au siège de *Barricada*, le responsable du FSLN demanda soudain à nos camarades ce qu'ils pensaient du Socialist Workers Party (SWP), l'organisation américaine soeur de la LCR de Krivine. Ils répondirent que nous avions été exclus du SWP il y a vingt ans à cause de nos positions trotskystes. Sur quoi il s'exclama: "Oh oui, vous êtes le groupe qui nous a envoyé de l'argent pour acheter des armes." On avait apparemment entendu parler à Managua de la Spartacus Youth League (SYL), l'organisation de jeunesse de nos camarades américains. Ils se sont excusés de la petitesse de la somme expédiée, en notant que c'était un symbole de la détermination de la SYL à lutter "dans le ventre de la bête" pour défendre le Nicaragua contre l'impérialisme yankee. Ayant abondamment discuté des divergences politiques qui nous séparent, il a pu apprécier ce geste de solidarité active avec ceux qui luttent courageusement contre "nos" dirigeants impérialistes assoiffés de sang.

Le *comandante* Carrion du FSLN faisait remarquer en novembre dernier, au moment où les avions espions SR-71 survolaient Managua, que "la menace, le danger d'agression impérialiste sera toujours présent, jusqu'à ce que les Etats-Unis cessent d'être impérialistes". La tâche spécifique des révolutionnaires en Amérique du Nord consiste à résoudre ce problème-là.



Workers Vanguard

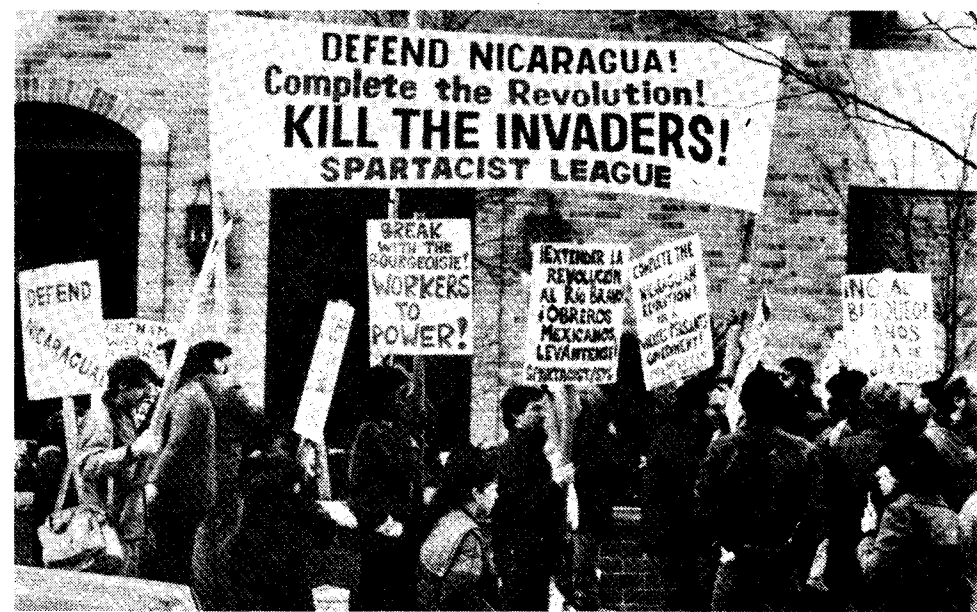
Sur la place du 19 juillet, à Managua: "Toutes les armes au peuple." Les milices armées comptent 35% de femmes.

ment inégal dans lequel les Etats-Unis peuvent gagner militairement s'ils sont prêts à en payer le prix: des centaines et des milliers de morts américains. Ce n'est pas seulement l'autodétermination d'un peuple d'Amérique centrale qui est en jeu: c'est le sort d'une révolution qui peut être l'étincelle dans l'itinéraire de tout le continent, d'une révolution qui est numéro un sur la liste noire antisoviétique de l'impérialisme US. La cible suivante dans l'itinéraire contre-révolutionnaire de Reagan sera La Havane, puis viendra le tour de Moscou. C'est pourquoi nous avons insisté sur le fait que "la défense de Cuba et de l'URSS commence en Amérique centrale". Le devoir de la direction soviétique, et surtout de la classe ouvrière américaine, c'est de défendre jusqu'au bout la révolution nicaraguayenne; c'est une question d'internationalisme prolétarien et directement de défense des acquis d'Octobre.

Peut-être Daniel Ortega a-t-il essayé de dire quelque chose de ce genre à Gorbatchev au cours de son récent voyage à Moscou. Il a été annoncé qu'il avait obtenu une garantie quant à la poursuite des livraisons de pétrole; c'est crucial, car le Nicaragua, sous la pression du chantage US, a été mis en quarantaine même par le Mexique, son "ami" du groupe de Contadora. Mais le communiqué du Kremlin limitait expressément l'aide soviétique au "développement économique, et aussi [au] soutien politique et diplomatique" -- c'est-à-dire pas au soutien militaire -- et ce, pour les "efforts [déployés par le Nicaragua] afin de maintenir sa souveraineté". De même, à l'époque de l'invasion de la Grenade par Reagan, Fidel Castro avait-il prétendu, lors de sa conférence de presse du 26 octobre, que Cuba "n'a pas les moyens aériens et navals de venir directement en aide" à ses *compañeros* sandinistes en cas d'invasion du Nicaragua par les Etats-Unis. De telles déclarations reflètent au fond l'étroite conscience nationaliste des bureaucrates staliens qui recherchent avant tout la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme. Ils ne voient pas que le refus de venir en aide à une révolution dans l'"arrière-cour" de l'oncle Sam ne fait qu'encourager le monstre impérialiste.

Ortega ne peut pas avoir été surpris par la réaction de Moscou, car les sandinistes portent les mêmes oeillères nationalistes (bien que ce soit leur révolution qui est en danger). Le plus important, c'est qu'ils tournent le dos aux insurgés

York Times Magazine (28 avril), cite ce que Daniel Ortega lui avait déclaré au cours d'une interview: "Nous sommes disposés à arrêter l'aide militaire, ou toute autre sorte d'aide, qui passe par le Nicaragua en direction du Salvador, et nous sommes disposés à accepter un contrôle international. En échange nous ne demandons qu'une chose: qu'ils ne nous attaquent pas [...]" Le mois dernier, le ministre nicaraguayen de la défense, Humberto Ortega, faisait remarquer que "les Etats-Unis peuvent parfaitement bien coexister avec une révolution comme la nôtre" (*New York Times*, 7 juin).



New York, mars 1983 -- Nos camarades américains manifestent pour la défense du Nicaragua contre l'invasion, à l'époque imminente, des *contras* de la CIA.

Au cours de leurs discussions avec des responsables sandinistes, nos camarades ont régulièrement avancé la question du Salvador et de la nécessité d'une lutte commune contre l'ennemi commun -- l'impérialisme US et ses pantins. Et on leur faisait tout aussi régulièrement la réponse standard du FSLN, telle qu'ils l'ont entendue de la bouche d'un des rédacteurs de *Barricada*: "La meilleure manière pour le Nicaragua d'aider la gauche salvadorienne, c'est de défendre le Nicaragua contre les Yankees. Agir autrement, ce serait 'exporter la révolution', et nous ne pouvons pas faire ça." Qui dit cela? C'est Reagan. Dans le passé, les porte-parole du FSLN ont à l'occasion parlé de mener une guerre révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale, en liaison directe avec les rebelles salvadoriens et les guérilleros guatémaltèques, après une invasion US. Mais ce sera trop tard. En fait, le refus des sandinistes d'étendre

nelles avec l'un ou l'autre des secteurs du FMLN salvadorien -- il veut une alliance de partis nationalistes staliens.

Aux Etats-Unis, dans le mouvement de "solidarité" avec l'Amérique centrale, la "question russe" est une malédiction pour les réformistes fronts-populistes qui, tous autant qu'ils sont, cherchent à faire pression sur le Parti démocrate. Comme Reagan, ils pensent que si l'Amérique centrale avait quoi que ce soit à voir avec l'Union soviétique, cela justifierait une intervention américaine. Ils ne peuvent pas admettre que l'Amérique centrale est la ligne de front de la course à la guerre antisoviétique -- car l'admettre serait révéler la banqueroute de leurs appels aux "colombes" impérialistes, lesquelles n'ont que des divergences tactiques avec Reagan quand il s'agit de l'URSS. Pourtant aujourd'hui, alors que les forces américaines sont prêtes pour l'invasion, les Démo-

## Afrique du Sud...

Suite de la page 16

anglophones dans les mines, les Afrikaners dans les grandes fermes -- a prospéré pendant un siècle sur le dos des esclaves noirs. Maintenant, il lui faut consolider une couche d'ouvriers noirs qualifiés pour son industrie et contenir la combativité ouvrière qu'a produite l'apparition des syndicats noirs.

Pour des raisons de développement économique, l'écart entre les salaires s'est quantitativement rétréci entre les ouvriers noirs et blancs. Avec les réformes de Wiehahn, des syndicats noirs ont pu se constituer, même si le régime essaie de les paralyser avec tout un système de contrôle étatique. Récemment, plusieurs associations patronales ont demandé au gouvernement de Botha d'appliquer ses vagues promesses de réformes. Mais les porte-parole du gouvernement, qui représentent l'aile *verligte* ("éclairée") du nationalisme afrikaner, ont répondu que "les hommes d'affaires ne doivent pas réclamer la participation politique des Noirs sans comprendre les implications de ce qu'ils préconisent" (*Washington Post*, 15 mars). Ce qui peut sembler économiquement rationnel pour cer-

incapables de trouver une réponse aux problèmes engendrés par leur propre histoire raciale." Cela reflète la mécompréhension de l'Afrique du Sud que partagent la bourgeoisie et la "gauche" notamment américaines. Le problème aujourd'hui n'est pas de donner des droits démocratiques bidons à une minorité opprimée. En Afrique du Sud, une caste raciale de quatre à cinq millions de Blancs se partage le produit de la surexploitation de plus de 26 millions de Noirs, Indiens et métis. En 1983, une émission de télévision américaine sur la montée des syndicats noirs en Afrique du Sud avait été intitulée "S'adapter ou mourir". Mais au niveau politique, les maîtres de l'Afrique du Sud ne peuvent pas s'adapter. La suprématie blanche, qu'elle soit sous la forme de l'apartheid ou qu'elle ait un autre nom, est le fondement même du capitalisme sud-africain tout comme l'esclavage était celui du Sud des Etats-Unis avant la guerre de Sécession. Quel sens a le suffrage universel, "un homme, une voix", en Afrique du Sud? Pour la minorité blanche, cela ne peut signifier qu'une chose: la mort. Mais ils ne veulent pas mourir et ce sont eux qui ont toutes les armes. Ted Koppel, reporter pour une télévision américaine, mentionnait un mot d'ordre peint sur un mur

-- tout cela avait d'ailleurs été organisé par le grand frère de Teddy Kennedy, John Fitzgerald. Et quand Botha donnera le signal de l'attaque, ce ne sera pas seulement une affaire d'automitrailleuses. Les townships ont été construits pour la guerre civile; elles sont disposées comme de gigantesques camps de concentration, encerclées par des routes et des *no man's lands* pour pouvoir être isolées et, si nécessaire, bombardées au napalm jusqu'à soumission. Pretoria est prêt à imposer la paix des cimetières.

On a bien vu les contradictions du régime de Botha dans la grève des mineurs d'or en septembre dernier. Après avoir longuement planché sur la question, le gouvernement a mis sur pied une réglementation très compliquée qui prévoit un droit de grève très circonscrit. Un des syndicats noirs les plus timides, après avoir déjoué tous les arcanes de la procédure, a finalement appelé à une grève qui, pour la première fois, était légale. La presse du grand capital américain, le *Wall Street Journal*, proclama l'avènement de rapports "éclairés" entre les "partenaires sociaux". Mais aussitôt que les grévistes, en toute légalité, cessèrent le travail, leur exemple se propagea comme une traînée de poudre dans toutes les mines d'or et le gouvernement envoya ses troupes abattre de sang-froid les grévistes sans armes.

\*\*\*\*\*

En ce qui concerne la puissance du prolétariat noir, elle est toujours politiquement prisonnière du nationalisme. Ce n'est pas par hasard, car la structure de la société sud-africaine soumet la population noire dans son ensemble aux formes les plus horribles de l'oppression coloniale. Les Noirs sont traités comme des étrangers dans leur propre pays, sans aucun droit, sujets colonisés constamment menacés d'expulsion dans leur *kraal*, dans les bantoustans où règne la faim. La classe capitaliste et son appareil d'Etat sont entièrement blancs (excepté quelques fils noirs qui dépassent rarement le grade de brigadier). Il n'y a pas de bourgeoisie noire en Afrique du Sud. C'est la nature profonde et totalitaire de ce colonialisme interne qui a donné aux masses noires africaines, y compris à la classe ouvrière industrielle, cette vision nationaliste-populiste. Historiquement, la lutte des Noirs s'est faite sous les auspices de formations nationalistes, essentiellement l'African National Congress (ANC).

Mais en même temps, le fait que les syndicats noirs aient affaire à la réalité économique tend à transgresser les principes nationalistes et on a signalé des actions unitaires entre les syndicats noirs et les syndicats blancs, comme dans l'aciérie de Highveld où on a vu des meetings de masse communs (*Work in Progress*, octobre 1984). Au cours de meetings du National Forum, une coalition nationaliste rivale de l'United Democratic Front (UDF), l'exclusion des Blancs a été rejetée par des dirigeants de syndicats noirs auparavant sympathisants du Black Consciousness Movement. Mais sur le plan politique, les syndicats noirs d'Afrique du Sud qui ne sont pas directement intégrés à l'un ou l'autre des fronts populaires nationalistes ne sont encore que rudimentaires.



Funérailles des martyrs du massacre de Uitenhage -- douleur et colère.

En ce qui concerne l'ANC, sa stratégie d'alliance avec l'aile la plus "libérale" de l'impérialisme et avec sa propre bourgeoisie date de sa fondation même. Dans l'espoir d'exploiter les antagonismes parfois profonds entre le capital britannique et le nationalisme afrikaner, l'ANC a soutenu l'impérialisme britannique dans les deux guerres mondiales. Après la répression sauvage qui a suivi Sharpeville, Luthuli, dirigeant de l'ANC, en appelait en 1964 aux "alliés les plus puissants de l'Afrique du Sud, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis [...] pour qu'ils prennent des sanctions qui précipitent la chute de ce détestable système de l'apartheid". Comme si Wall Street et la City de Londres qui ont massacré les Noirs "Mau-Mau" et les rebelles communistes en Indochine étaient plus humains que des dirigeants afrikaners comme Malan, Verwoerd et Botha! Ils sont simplement plus loin et plus détachés.

L'ANC, nationaliste "modérée", parle de "démocratie multiraciale", mais ce qu'il entend par là, c'est un "partage de pouvoir" avec certains éléments de la bourgeoisie raciste blanche depuis l'United Party des années 50 et 60 jusqu'au Progressive Federal Party d'aujourd'hui. Quant à l'évêque Tutu que le jury du prix Nobel a choisi comme sauveur noir de l'Afrique du Sud, il met en garde contre le danger d'un bain de sang et demande l'intervention des impérialistes américains. Le résultat, c'est que dans le mouvement noir sud-africain le discours sur l'"interracialisme" est exclusivement associé aux bons samaritains fronts-populistes du genre PC et ANC, et ceux qui parlent d'un danger de massacre ne se révèlent être que des amis pleurnichards des Kennedy. D'un autre côté, les nationalistes les plus combattifs comme l'AZAPO, qui a manifesté contre la visite de Teddy Kennedy à Soweto en janvier dernier, ferment les yeux devant les dangers qui les menacent et renforcent l'ennemi en poussant tous les Blancs dans le *laager* (camp) afrikaner.

Le mouvement noir en Afrique du Sud n'a pas l'air de réaliser qu'il est en train de se fourrer la tête dans la gueule du canon. Il surestime le degré d'humanité de ses oppresseurs. Botha et Cie cherchent la



"Mandela doit être libéré". 30000 Noirs participaient le 14 mai dernier à Tsakane, près de Johannesburg, aux obsèques du dirigeant syndical Andries Raditsela décédé quelques temps après sa sortie des geôles de l'apartheid.

tains secteurs de la bourgeoisie n'est pas politiquement possible.

\*\*\*\*\*

Le massacre de Sharpeville en 1960 a plongé pour dix ans le pays dans un silence imposé par la terreur policière. Toute résistance noire était écrasée. Mais la société sud-africaine a subi de profonds changements au cours des vingt-cinq dernières années: essentiellement la consolidation d'une classe ouvrière noire et les débuts de son organisation. Ce qui fait qu'aujourd'hui les procès pour haute trahison, les arrestations de masse et l'assassinat de Noirs à grande échelle ne suffisent pas à étouffer la lutte des Noirs. Deux jours après le massacre de Uitenhage, plusieurs collabos noirs du régime de l'apartheid étaient tués dans les townships. Le 24 mars dernier à Kwanobuhle, 35000 Noirs transformaient des funérailles que la police avait dispersées en une manifestation de masse. Ce serait la plus importante qu'on ait jamais vue dans la province du Cap oriental. Mais Botha a clairement exprimé son intention d'écraser ceux qui fomentent l'insoumission, la violence et la destruction. Le massacre d'Uitenhage pourrait être le signal de départ pour un Sharpeville à une échelle gigantesque.

Dans un récent article du *New York Times*, Alan Cowell écrit: "En comparaison avec 1960 [...] les autorités blanches semblent aujourd'hui être désemparées, comptant plus que jamais sur la force, mais

d'Afrique du Sud: "Boer go home". Mais les Boers sont chez eux. Les Afrikaners se considèrent comme une "tribu blanche d'Afrique". Ces émigrants qui ont conquis le *veldt* (les plaines) ont perdu la guerre des Boers, mais ils ont gagné le pays. A la différence des Blancs de Rhodésie, les Afrikaners ne sont plus des colons. Les Rhodésiens, comme les Israéliens au Liban, ne pouvaient pas se permettre des pertes répétées en vies humaines, même pas une dizaine par semaine -- ce qui dans l'abstrait est un nombre insignifiant, mais pas avec une population si petite. Tandis que les Afrikaners, eux, ont des armes, une population blanche suffisamment importante, une idéologie, une religion, une histoire et une détermination sanguinaire qui leur permettent de continuer à tenir le haut du pavé.

Le but de la bourgeoisie sud-africaine n'est pas le génocide -- elle n'a aucune intention d'exterminer le prolétariat noir qui est sa poule aux oeufs d'or. Mais elle a mis en place tout un système de sécurité pour une répression à une échelle gigantesque. Elle est probablement déjà en train de calculer ce que Henry Kissinger appelait cyniquement "le taux de bonnes soeurs violées", c'est-à-dire combien il faut permettre ou provoquer d'atrocités contre les Blancs pour préparer l'opinion publique internationale à un holocauste des Noirs. Que l'on se rappelle la campagne de peur qui avait préparé l'intervention des Nations Unies en 1961 contre Lumumba au Congo

## WORKERS VANGUARD

ABONNEZ-VOUS!

Journal de la SL/US  
24 numéros: 50 F par mer  
200 F par avion

Ecrasez l'apartheid!  
Collection spéciale  
de *Workers Vanguard*  
et de *Young Spartacus*  
(10 F - port inclus)

Black History and  
the Class Struggle  
(5 F - port inclus)

Commandes:  
Le Bolchévik B.P. 135-10  
75463 Paris Cédex 10



provocation et ils ont des chances de la trouver. Selon l'ANC, ses guérilleros seraient en train de changer de stratégie militaire et passeraient de l'attaque d'installations stratégiques à des cibles plus "molles" avec "beaucoup moins de précautions pour éviter de faire des victimes civiles [blanches]" (*Work in Progress*, février). Ajouté à ses discours sur comment il faut passer des attaques sporadiques de commandos à la "guerre populaire", tout cela n'est que de dangereux fantasmes qui font directement le jeu des Afrikaners partisans de la "ligne dure". Tout ce qu'ils feront dans ce sens déclenchera de monstrueux massacres sans pour autant constituer une menace militaire pour Pretoria.

Par contre, au lieu de ce jeu mortel, des actions bien choisies du mouvement ouvrier noir peuvent toucher le système de l'apartheid à son talon d'Achille: le fait qu'il dépende totalement de la classe ouvrière noire.

A la différence de l'évêque Tutu, lorsque nous parlons d'un possible bain de sang, ce n'est pas une excuse pour prêcher le pacifisme et la conciliation avec l'Etat de l'apartheid. Le sang va couler en Afrique du Sud, la question c'est le sang de qui, quand, où, pourquoi et comment. Evidemment, il n'y a pas de solution sans guerre civile. Mais si la guerre qui a lieu est sur une base exclusivement Noirs contre Blancs, une base nationale, ce sera un désastre pour les opprimés. Il n'y a qu'à voir l'Angola, où quelques centaines de soldats sud-africains ont suffi pour repousser leur ennemi presque jusqu'à Luanda, avant que les Cubains interviennent pour les arrêter.

\*\*\*\*\*

Aux Etats-Unis, les revendications du mouvement anti-apartheid se cantonnent plus ou moins au "désinves-

Cato Manor, 1959 — La police de l'apartheid attaque brutalement un rassemblement de femmes noires sud-africaines.



Eli Weinberg

même à les maintenir au bas de l'échelle sociale. La campagne pour le "désinvestissement" est un appel à l'hypocrisie "démocratique" des bouchers de My Lai et d'Hiroshima pour que leur allié sud-africain ait un peu plus de pudeur.

Pour les réformistes américains naïfs comme le *Guardian*, le massacre de Uitenhage "a mis le régime de l'apartheid en crise, car pratiquement personne ne croit la version officielle" (3 avril). Ils ferment totalement les yeux sur le danger mortel pour

geants syndicaux et de leurs petits valets. C'est la solidarité internationale, contre leurs patrons et les nôtres, qui est la clé pour la lutte révolutionnaire contre le racisme des Reagan et Botha.

\*\*\*\*\*

La dictature de l'apartheid en Afrique du Sud résulte d'un développement inégal et combiné: l'industrie de pointe et la technologie la plus avancée cohabitent avec l'arriération coloniale imposée aux masses noires opprimées qui sont condamnées à subir les aspects les plus brutaux du servage, de l'esclavage et du tribalisme. Les revendications démocratiques ou les acquis sociaux les plus élémentaires ne peuvent être gagnés que dans le contexte d'une révolution anticapitaliste. Le droit politique fondamental, le droit de vote pour tous -- le gouvernement de la vraie majorité --, implique le renversement de la suprématie blanche et sonnerait le glas de la bourgeoisie blanche. Ceux qui comme l'évêque Tutu, l'UDF ou l'ANC font croire qu'on peut mettre fin d'une façon "pacifique" à l'apartheid, par la persuasion morale et des "sanctions économiques" du capital financier international, désarment idéologiquement les opprimés face à la catastrophe qui les menace et dans laquelle ce sera surtout le sang des masses noires qui coulera.

Aujourd'hui, des centaines de milliers d'ouvriers noirs, métis et indiens sont dans les syndicats noirs qui ont à plusieurs reprises traversé le labyrinthe de la réglementation pour déclencher des grèves massives. L'organisation économique des ouvriers noirs est une condition nécessaire pour les ouvriers sud-africains, mais cela ne suffit pas. Dans un livre intitulé "Power! Black Workers, Their Unions and the Struggle for Freedom in South Africa" (Pouvoir! Les ouvriers noirs, leurs syndicats et la lutte pour la liberté en Afrique

du Sud, [1984]), on trouve une remarque assez révélatrice d'un délégué syndical noir à Port-Elizabeth: "Nous attendons avec impatience le jour où la majorité régnera en Afrique du Sud et où Nelson Mandela [dirigeant de l'ANC emprisonné] sera premier ministre. Mais lorsque ce jour-là arrivera, il faut que nous ayons une organisation syndicale indépendante afin d'assurer que les ouvriers noirs ne se feront pas traiter n'importe comment sous prétexte que c'est notre peuple qui est au pouvoir." Pour que les opprimés puissent sortir victorieux de la guerre civile qui est inévitable en Afrique du Sud, ils doivent être organisés et dirigés par une avant-garde ayant une conscience de classe et comprenant que c'est ceux qui travaillent qui doivent être au pouvoir.

Léon Trotsky, fondateur de l'Armée rouge et compagnon d'armes de Lénine, poursuivant sa lutte pour des partis communistes indépendants dans son combat pour la Quatrième Internationale, écrivait à ses camarades d'Afrique du Sud en 1935: "Le parti bolchévique défendait le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes par les méthodes de la lutte de classe prolétarienne, rejetant nettement les blocs 'anti-impérialistes' charlatanesques avec les nombreux partis 'nationaux' petits-bourgeois de la Russie tsariste [...]. C'est seulement grâce à une politique de classe implacable que le bolchévisme a réussi, dans les conditions de la révolution, à écarter les menchéviks, les social-révolutionnaires, les partis nationaux petits-bourgeois, et à souder autour du prolétariat les masses de la paysannerie et des nationalités opprimées" ("Le problème national et les tâches du parti prolétarien", *Oeuvres*, tome 5).

Aujourd'hui en Afrique du Sud, il est plus que jamais urgent de construire un parti bolchévique basé sur le prolétariat noir; les possibilités de le faire sont aussi plus grandes que dans le passé. Le gouvernement a fort à faire en ce moment et sa priorité n'est probablement pas de pourchasser de petits cercles communistes dans le mouvement ouvrier. Avec ce qui est arrivé aux mouchards du gouvernement dans les townships ces derniers mois, il semble qu'il y ait un relâchement involontaire de la surveillance policière dans la population noire.

C'est dans une lutte intransigeante contre toutes sortes de nationalisme et de front-populisme que doit se construire un parti léniniste-trotskyiste en Afrique du Sud; il doit opposer à cela le programme de la révolution permanente, pour l'émancipation et la reconstitution de la nation opprimée sous la dictature du prolétariat. Une révolution ouvrière en Afrique du Sud, pays dans lequel tant d'industries et de richesses sont concentrées, sera une force motrice pour libérer les masses noires désespérément pauvres de tout le continent africain. Par où commencer? C'est maintenant qu'il faut que des communistes internationalistes noirs, métis, indiens et blancs entreprennent de construire des noyaux discrets dans le mouvement ouvrier et orientés vers lui. Cela jettera les bases pour un parti révolutionnaire ouvrier multiracial dans la lutte pour reforgé la Quatrième Internationale.

Adapté de *Workers Vanguard* n°378



Des Noirs sud-africains brûlent leur pass, symbole exécré de l'esclavage qu'ils subissent dans leur propre pays.

tissement". C'est un appel à une grève internationale du capital pour forcer Pretoria à renoncer à l'apartheid, et son seul résultat sera de permettre à quelques spéculateurs intelligents d'acheter au rabais des actions sud-africaines. Ce n'est qu'après la lamentable défaite de Mondale en novembre 1984 que les politiciens noirs du Parti démocrate ont commencé à faire des shows du genre se faire arrêter devant l'ambassade sud-africaine pour redorer leur blason. Lorsque Ted Kennedy a voulu miser sur la question de l'Afrique du Sud en y allant en janvier dernier, le *Financial Mail* de Johannesburg titrait, incrédule: "Il veut nous faire une leçon de morale?" Qui demande aux impérialistes américains aux mains pleines de sang de cesser leur exploitation, doit se demander Botha. Les racistes blancs des Etats-Unis peuvent, eux, accorder le droit de vote aux Noirs et continuer quand

les masses noires d'Afrique du Sud et ne voient partout que "l'agonie de l'apartheid". Mais l'apartheid n'est pas au seuil de la mort et ce ne sont pas les francements de sourcil des impérialistes et l'opinion publique qui le détruiront. Dumisani Kumalo, une personnalité du lobby pour le désinvestissement, remarquait cyniquement: "A chaque fois qu'ils tirent sur des gens dans les townships [...] ça aide notre cause" (*Detroit Free Press*, 16 décembre 1984). Ce n'est pas en regardant vers Teddy Kennedy ou autres "sauveurs" impérialistes que l'on servira la cause des opprimés d'Afrique du Sud.

Les communistes se tournent vers la classe ouvrière, de Durban à Detroit, avant-garde de la lutte pour la liberté. Nous saluons l'action en décembre dernier des dockers de San Francisco qui ont refusé de décharger une cargaison d'Afrique du Sud malgré le sabotage des diri-

ANC

## LE BOLCHEVIK

SPARTACIST  
La section américaine du Spartaciste  
défend le trotskisme

### ABONNEZ-VOUS!

NOM \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)  
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F)  
Etranger: mandat poste international

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

# Révolution ouvrière pour écraser l'apartheid

Depuis un an, des grèves, boycotts et révoltes dans les townships continuent de secouer l'Afrique du Sud. Malgré une répression croissante, qui, selon le Monde, a fait plus de 450 victimes depuis septembre 1984, la population noire opprimée continue sa lutte obstinée contre le régime raciste. Depuis mai, les bouchers de l'apartheid ont rajouté une nouvelle arme à leur arsenal: l'assassinat systématique des militants noirs par des "escadrons de la mort". Après la tuerie de Langa, lors d'une manifestation le 21 mars, l'occupation des townships par des milliers de soldats et de policiers a été une déclaration de guerre ouverte: la prochaine fois, le sang de dizaines, si ce n'est de centaines, de milliers de travailleurs noirs coulera.

En réponse, après une réunion de la commission consultative nationale de l'African National Congress (ANC), son président, Olivier Tambo, a annoncé une escalade dans la lutte de guérilla menée par l'ANC: "La distinction entre les cibles 'dures' [militaires] et 'molles' [civiles] va disparaître dans l'escalade du conflit" (Libération, 5 juillet).

\*\*\*\*\*

L'Afrique du Sud semble se précipiter vers une confrontation sanglante. Le système de l'apartheid, ce soi-disant "partage" où les Blancs ne concèdent rien, est en train de se désagréger. Les Noirs ont clairement fait comprendre qu'ils n'acceptent plus cette situation d'oppression. Et la population blanche est armée jusqu'aux dents, bien déterminée à défendre ce qu'elle a. Les côtes du pays sont bien protégées. A la frontière nord, la ceinture d'Etats africains est "domptée": le champ de bataille est clos et la ligne de front passe entre les Noirs et les Blancs. Aujourd'hui, et pour la période qui vient, tant que la vision nationaliste prévaudra, ce sont les Blancs qui, dans une confrontation militaire, gagneront haut la main. Le danger, c'est qu'on assiste à un gigantesque massacre sans arriver à rien, quelque chose comme le partage de l'Inde où il y eut des centaines de milliers de morts. Un massacre à sens unique, où la plupart des victimes seront du côté de la majorité opprimée de Noirs, Indiens et métis.

Pourtant, la question de classe peut devenir l'élément dominant. En Afrique du Sud, il y a un prolétariat noir qui prend de plus en plus la mesure de sa force. Dans les dix dernières années, il est entré en lutte depuis les mines d'or jusqu'aux usines automobiles de Port-Elizabeth en passant par le centre indus-



Uitenhage, Afrique du Sud -- La police de l'apartheid, armée jusqu'aux dents, veut un bain de sang. La lutte des Noirs pour la liberté a besoin du programme de la révolution prolétarienne.

triel du Witwatersrand. Et de par sa masse même, cette classe ouvrière de cinq millions de personnes a obligé la direction noire petite-bourgeoise à la prendre en compte, mais pas au niveau de son programme. Le prolétariat noir est toujours utilisé pour tirer la charrette idéologique du nationalisme. Il faut construire un parti bolchévique afin de diriger une lutte victorieuse pour le pouvoir des opprimés par une révolution ouvrière.

Un régime prolétarien en Afrique du Sud, au lieu d'être ravagé par ces famines et guerres tribales qui sont la caractéristique des Etats néo-coloniaux "indépendants" d'Afrique noire, sera le point de départ d'une construction socialiste basée sur un niveau plus élevé d'industrialisation et de culture, dans laquelle les Blancs auront aussi nécessairement une place. Il n'y a qu'une telle perspective de gouvernement ouvrier centré sur les Noirs qui, en forgeant une avant-garde ouvrière multiraciale luttant pour le pouvoir prolétarien, puisse faire échec à la polarisation Noirs/Blancs. S'il est un endroit en-dessous du Sahara où il y a la possibilité d'un Etat ouvrier, c'est bien l'Afrique du Sud: la population noire y a été partiellement absorbée, par le bas, dans une société industrielle moderne qui peut, par une réorganisation révolutionnaire de la société, permettre une vie décente



AP

à ses citoyens. La population blanche doit avoir une place dans une société antiraciste. A la façon dont Trotsky a fourni un travail à des milliers d'officiers tsaristes: en mettant leurs qualifications à la disposition du nouveau régime bolchévique et des peuples soviétiques. Les deux millions et demi de métis, qui constituent un secteur stratégique du prolétariat du Cap, et le million d'Indiens, qui sont essentiellement une population de commerçants, doivent en être une composante vitale.

\*\*\*\*\*

Les Blancs d'Afrique du Sud sont un peuple oppresseur et ils n'ont aucun mal à imaginer ce qui se passerait si les termes de l'oppression étaient inversés. Et ils ont la ferme intention de ne pas être du côté opprimé. Cela les rend extrêmement dangereux. En cela, l'Afrique du Sud est un cas unique. A la différence des protestants de l'Ulster, des Juifs d'Israël, des Cinghalais du Sri-Lanka ou, auparavant, des Chypriotes grecs, où le groupe dominant n'a pas (s'il en a un) un avantage économique qualitatif, on a en Afrique du Sud, en gros, un peuple entier qui exploite un autre. L'Ulster, c'est le triomphe de l'idéologie sur la réalité sociale, car catholiques et protestants sont aussi pauvres les uns que les autres, même selon les critères du capitalisme britannique

en décrépitude. Au Proche-Orient, les Arabes palestiniens ne sont qu'au pire une demi-révolution sociale en retard sur les Israéliens. Mais les Afrikaners ont une supériorité militaire, économique, technique et culturelle qualitative, et cela leur donne les moyens d'appliquer la politique meurtrière de la terre brûlée. Les sionistes, eux, ne peuvent que rêver d'imposer une telle perspective aux chiites et aux Druzes du Liban.

Le régime de Botha n'est certes pas sur le point de s'écrouler, mais il est confronté à une quantité de problèmes qui ne peuvent pas se résoudre par le fouet (*sjambok*) et les mitraillettes Uzi. Toute une nouvelle génération de jeunes Noirs urbanisés explose de colère face à la condition qui lui est faite: une éducation grossièrement inférieure, des perspectives de travail limitées et des droits naturels niés. Les ouvriers noirs, qui commencent à avoir un sens de leur pouvoir social croissant, refusent de continuer à se courber servilement devant le *baas* blanc. Avec leurs pierres et leurs cocktails molotov, leurs boycotts et leurs grèves, les masses noires ne mettent pas seulement en cause le système des *pass* ou les interdictions de résidence, mais toute la structure du régime de l'apartheid. La bourgeoisie sud-africaine -- les

Suite page 14

## Le nationalisme, piège mortel pour les masses noires Il faut un parti ouvrier en Afrique du Sud!